

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge* à l'exception du point 2° de l'article 1^{er} qui entre en vigueur le 1^{er} jour du mois après la publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 janvier 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
M. DE BLOCK

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* met uitzondering van de punt 2° van artikel 1, dat in werking treedt op de eerste dag van de maand na de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 januari 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2019/10977]

17 FEVRIER 2019. — Arrêté royal établissant le modèle de brochure d'information visé à l'article 135/1, § 3, alinéa 5, du Code civil

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 135/1, § 3, alinéa 5, du Code civil, remplacé par la loi du 18 juin 2018;

Vu arrêté royal du 17 décembre 2017 établissant le modèle de brochure d'information visé à l'article 62bis, § 3, dernier alinéa, du Code civil ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 novembre 2018;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La brochure d'information visée à l'article 135/1, § 3, alinéa 5, du Code civil est établie selon le modèle joint en annexe au présent arrêté.

Art. 2. L'arrêté royal du 17 décembre 2017 établissant le modèle de brochure d'information visé à l'article 62bis, § 3, dernier alinéa, du Code civil, est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 mars 2019.

Art. 4. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 février 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Le Ministre de l'Emploi, de l'Economie et
des Consommateurs, chargé de l'Égalité des chances,
K. PEETERS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2019/10977]

17 FEBRUARI 2019. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de informatiebrochure bedoeld in artikel 135/1, § 3, vijfde lid, van het Burgerlijk Wetboek

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 135/1, § 3, vijfde lid, van het Burgerlijk Wetboek, vervangen bij de wet van 18 juni 2018;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 2017 tot vaststelling van de informatiebrochure bedoeld in artikel 62bis, § 3, laatste lid, van het Burgerlijk Wetboek;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 13 november 2018;

Op de voordracht van de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De informatiebrochure bedoeld in artikel 135/1, § 3, vijfde lid, van het Burgerlijk Wetboek wordt vastgesteld volgens het model in bijlage.

Art. 2. Het koninklijk besluit van 17 december 2017 tot vaststelling van de informatiebrochure bedoeld in artikel 62bis, § 3, laatste lid, van het Burgerlijk Wetboek wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 31 maart 2019.

Art. 4. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 februari 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister van Werk, Economie en
Consumenten, belast met Gelijke Kansen,
K. PEETERS

ANNEXE 1 à l'arrêté royal du 17 février 2019 établissant
la brochure d'information visé à l'article 135/1, § 3, alinéa 5, du Code civil



CHANGER DE PRÉNOM ET MODIFIER L'ENREGISTREMENT DU SEXE À L'ÉTAT CIVIL



Service public fédéral
Justice

CELLULE
ÉGALITÉ DES CHANCES



INSTITUT
POUR L'ÉGALITÉ
DES FEMMES
ET DES HOMMES

.be

Avant-propos

Se retrouver confronté-e chaque jour à un prénom et/ou un enregistrement du sexe qui ne correspond pas à vos convictions intimes, ce n'est pas rien. C'est la raison pour laquelle cette loi prévoit la possibilité de faire adapter votre prénom et/ou votre enregistrement du sexe de manière très accessible.

Cette nouvelle loi du 25 juin 2017 permet aux personnes d'être elles-mêmes. Dans le passé, avec la loi du 10 mai 2007 les personnes transgenres devaient subir de nombreux traitements et interventions obligatoires. La nouvelle loi supprime désormais toutes les exigences médicales, autrefois nécessaires, pour faire adapter votre enregistrement du sexe. A présent, seule votre conviction importe. Une déclaration sur l'honneur suffit, ce qui confirme notre rôle d'exemple en matière de droit des personnes hétérosexuelles et transgenres en Europe.

Cette nouvelle loi permet également aux personnes mineures de décider de la direction dans laquelle elles veulent avancer dans la vie. A partir de l'âge de 12 ans, elles peuvent solliciter un changement de prénom et à partir de 16 ans, elles peuvent modifier leur enregistrement du sexe sans être confrontées à de lourdes exigences.

En tant que Ministre de la Justice et Secrétaire d'État à l'Égalité des chances, nous continuerons à bâtir une société dans laquelle tout le monde se sent bien et peut affirmer pleinement sa personnalité et son identité (de genre).

Via cette brochure informative, nous souhaitons avant tout soutenir les personnes désireuses de modifier leur prénom et/ou leur enregistrement du sexe pour ce qui est des démarches administratives. Cette brochure a vu le jour grâce à une coopération intense entre l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, la Cellule Égalité des Chances, le SPF Justice, les associations pour personnes transgenres et en particulier le Transgender Infopunt, Genres Pluriels et Çavaria. Nous tenons à remercier sincèrement l'ensemble de ces organisations et instances pour leur contribution, leur feedback et leur soutien.



Koens Geens,
Ministre de la Justice

Introduction

Depuis le 1er janvier 2018, il existe une nouvelle façon de modifier votre enregistrement du sexe, c'est-à-dire le « M » ou le « F » sur votre acte de naissance, en effectuant quelques démarches auprès du Service de l'état civil¹. À l'issue de ces démarches, le M/F sur votre carte d'identité et sur d'autres documents officiels sera modifié.

Cette brochure vous explique précisément ce que vous devez faire pour adapter le M/F sur votre acte de naissance et/ou changer de prénom. Elle décrit également les démarches que les mineur-e-s peuvent entreprendre. Elle vous explique aussi ce que vous pouvez faire en cas de refus éventuel de votre demande et comment revenir à votre précédent enregistrement du sexe ou prénom dans des cas exceptionnels.

Cette brochure vous fournira également de plus amples informations concernant les conséquences juridiques et administratives de la modification de votre enregistrement du sexe ou du changement de votre prénom, ainsi que les coordonnées des services et organisations que vous pouvez contacter pour poser vos questions ou introduire une plainte.

¹ Les fonctions, titres et grades qui sont utilisés dans cette publication se réfèrent aux personnes indépendamment de leur identité de genre, expression de genre ou genre/sexe.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	2
Introduction	3
Terminologie	6
PROCÉDURE	7
Comment puis-je adapter le M/F sur mon acte de naissance ?	8
• Qui peut adapter le M/F sur son acte de naissance ?	8
• La procédure en quelques mots	8
• Où faire votre déclaration ?	9
• Comment la procédure se déroule-t-elle ?	10
Comment puis-je modifier mon prénom ?	14
Quelles démarches puis-je entreprendre en tant que mineur-e ?	16
• Si vous avez atteint l'âge de 12 ans : changement de prénom	16
• Si vous avez atteint l'âge de 16 ans : adaptation de la mention M/F	18
• Si vous avez atteint l'âge de 18 ans ou que vous êtes émancipé-e	19
Que se passe-t-il si l'officier de l'état civil refuse de modifier le M/F sur mon acte de naissance ?	19
Puis-je revenir à mon ancien enregistrement de sexe et/ou prénom ?	21
• Puis-je revenir à mon ancien enregistrement de sexe ?	21
• Puis-je à nouveau changer de prénom ?	21
Mesures transitoires	22
• J'ai déjà fait une déclaration sur base de l'ancienne loi, mais mon acte de naissance n'a pas encore été adapté. Que va-t-il se passer ?	22
QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES ?	23
Mes informations ont-elles été adaptées partout ?	24
Documents d'identité	25
• Carte d'identité	25
• Copie ou extrait d'acte de naissance ?	26
• Passeport	27

Liens familiaux et successions	27
• Acte de mariage ou déclaration de cohabitation légale	27
• Carnet de mariage de vos parents	28
• Filiation	28
• Successions	29
Sécurité sociale	29
• Mutualité	29
• INAMI	29
• Prestations sociales (allocations de chômage, allocations sécurité sociale, allocations familiales, pension, etc.)	29
Mobilité	30
• Permis de conduire	30
• Certificat d'immatriculation véhicule	30
• Abonnement transports en commun	30
Logement	30
• Propriétaire ou locataire	30
• Entreprises d'utilité publique (électricité, eau, gaz, internet, téléphone, etc.)	31
Titres d'études	31
• Titres d'études de la Communauté française	31
• Titres d'études flamands	31
• Titres d'études de la Communauté germanophone	31
Emploi	32
• Contrat de travail	32
• Indépendants	32
• Fonction enregistrée dans le Moniteur (membre d'un conseil d'administration, associé, partenaire, fonctionnaire statutaire, etc.)	32
Banques et assurances	32
• Banques	32
• Assurances	32
Condamnations existantes	32
Des questions?	33
Des questions sur d'autres aspects ?	34
Demandes d'informations ou plaintes ?	34

TERMINOLOGIE...

L'**identité de genre** renvoie à la conviction intime et au vécu personnel d'une personne par rapport à son genre. Elle peut ou non correspondre à l'enregistrement du sexe.

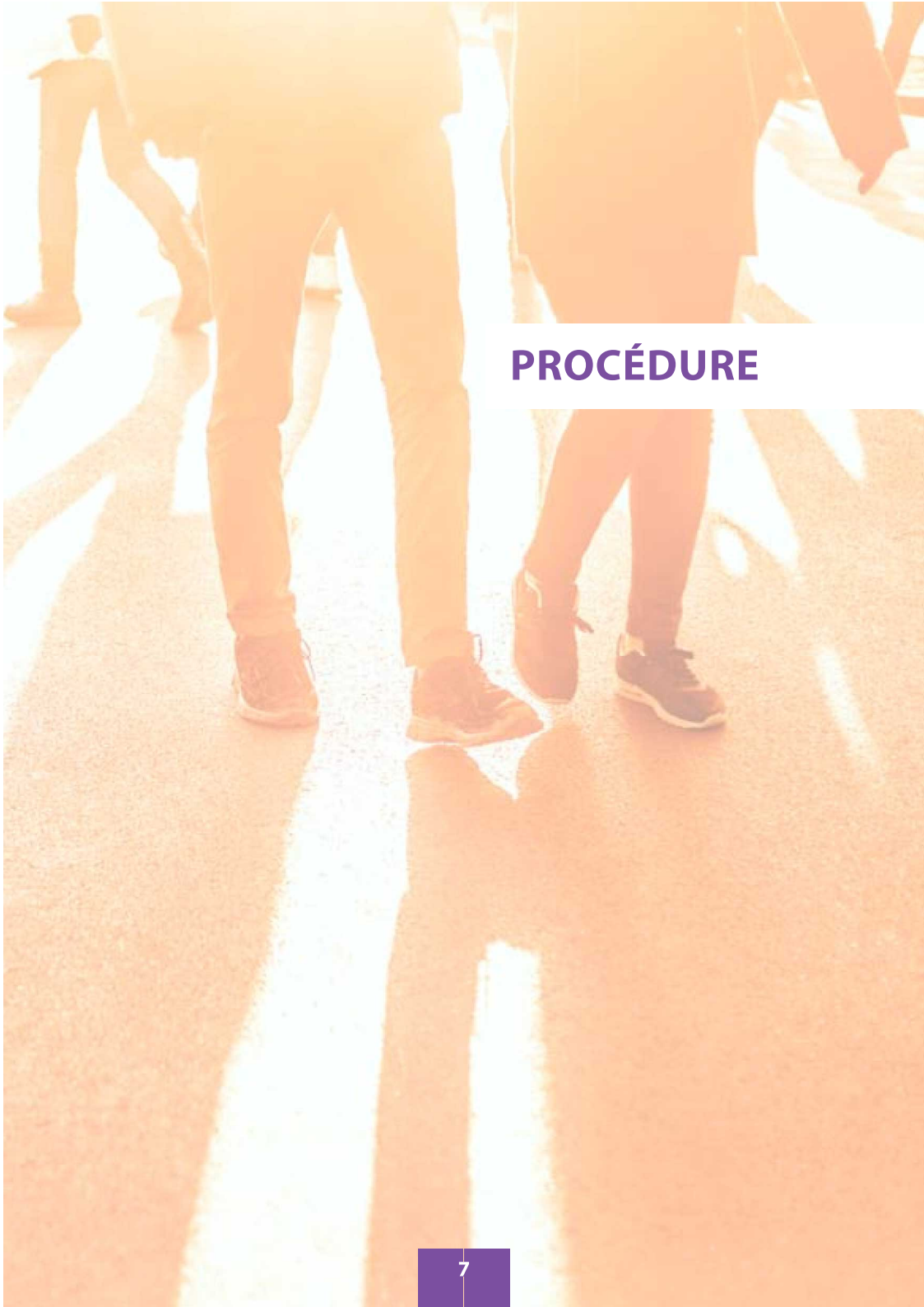
L'**expression de genre** renvoie à la manière dont une personne exprime son identité de genre (vêtements, langage, comportement,...) et à la manière dont celle-ci est perçue par les autres².

L'**enregistrement du sexe** est la mention d'un sexe sur l'acte de naissance, indiqué par un M (ou « fils ») pour le sexe masculin et un F (ou « fille ») pour le sexe féminin. C'est ce même M ou F qui apparaît sur votre carte d'identité et d'autres documents officiels.

Le **numéro de registre national** est un numéro unique avec lequel vous pouvez vous identifier. Toute personne inscrite dans le Registre national en Belgique reçoit un numéro personnel. Le numéro de registre national se compose de 11 chiffres ; les 6 premiers chiffres indiquent votre date de naissance. Le second groupe se compose de trois chiffres. Ce nombre est pair pour une personne dont l'enregistrement du sexe est féminin et impair pour une personne dont l'enregistrement du sexe est masculin. Vous trouverez votre numéro de registre national à l'arrière de votre carte d'identité.

Les concepts utilisés dans cette brochure d'information correspondent à ceux mentionnés dans la loi du 25 juin 2017³.

-
- 2 Les définitions de l'identité de genre et de l'expression de genre sont issues des préparations parlementaires relatives au projet de loi modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes en vue de l'étendre à l'identité de genre et l'expression de genre, Doc. parl. Chambre 2016-2017, n°3486/001.
- 3 Loi du 25 juin 2017 réformant des régimes relatifs aux personnes transgenres en ce qui concerne la mention d'une modification de l'enregistrement du sexe dans les actes de l'état civil et ses effets, M.B. 10 juillet 2017.



Si vous êtes convaincu-e que le M ou le F mentionné sur votre acte de naissance ne correspond pas à votre identité de genre, vous pouvez faire adapter cette mention en suivant une procédure purement administrative auprès du Service de l'état civil.

1. COMMENT PUIS-JE ADAPTER LE M/F SUR MON ACTE DE NAISSANCE ?

Qui peut adapter le M/F sur son acte de naissance ?

Si vous êtes belge et majeur-e, vous pouvez faire adapter le M/F sur votre acte de naissance, même si vous habitez à l'étranger.

Si vous avez atteint l'âge de 16 ans vous pouvez également modifier le M/F mentionné sur votre acte de naissance. Pour ce faire, vous devez toutefois entreprendre des démarches additionnelles, qui s'appliquent uniquement aux mineur-e-s. Celles-ci sont présentées dans le chapitre intitulé « Quelles démarches puis-je entreprendre en tant que mineur-e ? ».

Si vous êtes un-e mineur-e émancipé-e, vous pouvez modifier le M/F dans votre acte de naissance. Cela se fait en suivant la procédure qui s'applique aux personnes majeures.

Si vous n'êtes pas belge, mais que vous êtes inscrit-e dans le registre de population ou dans le registre des étrangers, vous pouvez également faire adapter le M/F auprès du Service de l'état civil. Si vous êtes inscrit-e, en tant que personne étrangère, dans le registre d'attente, vous ne pouvez pas commencer la procédure.

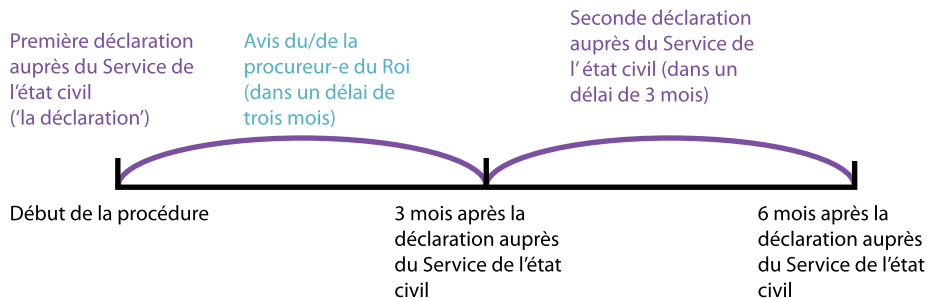
La procédure en quelques mots

Pour modifier la mention M/F sur l'acte de naissance, vous devez passer par deux étapes :

- Vous vous rendez auprès du Service de l'état civil compétent (dans la partie « Où faire votre déclaration ? » vous trouvez de quel Service de l'état civil il s'agit), muni de votre carte d'identité et d'une déclaration signée⁴ dans laquelle vous mentionnez que vous souhaitez modifier le M ou le F sur votre acte de naissance. L'officier/-ière de l'état civil vous remet un accusé de réception. Vous attendez ensuite minimum trois mois. Durant cette période, le Service de l'état civil demande l'avis du/de la procureur-e du Roi⁵.
- Après minimum 3 mois et maximum 6 mois, vous vous présentez à nouveau auprès du même Service de l'état civil avec votre pièce d'identité, l'accusé de réception et une seconde déclaration⁶. Dans cette seconde déclaration, signée par vos soins, vous répétez votre volonté de modifier le M ou le F sur votre acte de naissance.

⁴ Un modèle de cette déclaration peut-être trouvé sur le site web de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (<http://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/transgenre/legislation>) et sur le site web du SPF Justice (www.justice.belgium.be/transgenres). Le Service de l'état civil peut également vous fournir cette déclaration.

Concrètement, la procédure se déroule comme suit :



Où faire votre déclaration ?

Vous introduisez votre déclaration auprès du Service de l'état civil de la commune où vous êtes inscrit-e dans le registre de la population ou le registre des étrangers, c'est-à-dire le lieu où vous êtes domicilié-e.

Si vous avez la nationalité belge, mais vous n'êtes pas inscrit-e dans le registre belge de la population, vous faites votre déclaration auprès du Service de l'état civil de votre résidence actuelle. Si vous n'avez pas non plus de résidence actuelle en Belgique, vous faites votre déclaration auprès du Service de l'état civil de la Ville de Bruxelles. Dans ce cas, vous devrez fournir une adresse à laquelle un éventuel refus pourra vous être communiqué.

L'adresse du Service de l'état civil de la Ville de Bruxelles est la suivante :

Centre administratif de la ville de Bruxelles
Boulevard Anspach 6
1000 Bruxelles
E-mail : transcription.dem@brucity.be

5 Dans chaque arrondissement, le/la procureur-e du Roi dirige le Ministère Public. Le Ministère Public intervient en tant que représentant de la société. Pour de plus amples informations, voir: <https://www.rechtbanken-tribunaux.be/fr/tribunaux-cours/personnes/procureur-du-roi>.

6 Un modèle de cette déclaration peut-être trouvé sur le site web de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (<http://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/transgenre/legislation>) et sur le site web du SPF Justice (www.justice.belgium.be/transgenres). Le Service de l'état civil peut également vous fournir cette déclaration.

Comment la procédure se déroule-t-elle ?

Première déclaration auprès du Service de l'état civil

Votre première déclaration mentionne :

- Vos nom de famille, prénom(s) officiels, date et lieu de naissance
- Que vous êtes convaincu-e depuis un certain temps déjà que le sexe mentionné sur votre acte de naissance ne correspond pas à votre identité de genre vécue intimement
- Que vous souhaitez les conséquences administratives et juridiques d'une modification de l'enregistrement du sexe sur votre acte de naissance
- Votre signature
- Le lieu et la date de signature

Vous trouverez un modèle de formulaire de déclaration sur le site internet de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (<http://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/transgenre/legislation>) ainsi que sur le site du SPF Justice (www.justice.belgium.be/transgenres). L'officier/-ière de l'état civil peut également vous fournir ce formulaire.

Très concrètement, cela signifie que votre conviction personnelle suffit pour modifier la mention M/F. Dans le modèle de formulaire il est mentionné que vous avez cette conviction déjà depuis un certain temps et que vous souhaitez une adaptation de tous les documents administratifs et juridiques. La signature de ce papier rend votre déclaration officielle et lance la procédure visant à changer le M/F sur votre acte de naissance.

Vous avez besoin de votre carte d'identité pour vous identifier auprès du Service de l'état civil. Gardez donc votre carte d'identité à portée de main.

Au moment de faire la déclaration, l'officier/-ière de l'état civil vous signalera que la procédure est en principe irrévocable et que vous ne pourrez donc pas revenir à votre précédent enregistrement du sexe. Cela ne sera possible que dans certains cas exceptionnels et à l'issue d'une procédure auprès du tribunal de la famille. Le déroulement précis de cette procédure vous est expliqué dans la partie intitulée « Puis-je revenir à mon précédent enregistrement du sexe ? ».

Ensuite, l'officier/-ière de l'état civil prendra acte de votre déclaration et vous délivrera une feuille d'information avec un accusé de réception mentionnant la date de la déclaration. Munissez-vous de ce document lorsque vous introduisez votre seconde déclaration auprès du Service de l'état civil.

Délai d'attente

Après la déclaration auprès du Service de l'état civil, il y a un délai d'attente. Vous devez attendre minimum trois mois et maximum six mois avant de pouvoir passer à l'étape suivante. Durant cette période, le Service de l'état civil demande l'avis du/de la procureur-e du Roi.

Au plus tôt trois mois après la déclaration, vous pouvez à nouveau vous présenter auprès du Service de l'état civil pour faire votre seconde déclaration. À partir de ce moment, vous disposez de trois mois pour vous rendre auprès du Service de l'état civil. Si vous attendez trop longtemps et que plus de six mois s'écoulent depuis la première déclaration, vous devrez recommencer une nouvelle procédure auprès du Service de l'état civil.

	Date de la déclaration	Premier jour où vous pouvez faire la seconde déclaration auprès du Service de l'état civil	Dernier jour où vous pouvez faire la seconde déclaration auprès du Service de l'état civil
Exemple	10 juillet	11 octobre	10 janvier

Avis du/de la procureur-e du Roi

Pendant le délai d'attente, le Service de l'état civil demande l'avis du/de la procureur-e du Roi, qui dispose de trois mois pour rendre son avis.

Le/la procureur-e du Roi examinera si la demande n'est pas contraire à l'ordre public⁷. Il/elle étudiera s'il est question de fraude par exemple. Cela peut par exemple être le cas parce qu'il est question de fraude à l'identité, parce que la personne est recherchée par la justice ou parce que la personne tente d'échapper à des créanciers.

Le/la procureur-e du Roi ne peut donner un **avis négatif** que si la déclaration est contraire à l'ordre public. Le simple fait d'avoir un casier judiciaire, sans autre motivation, ne peut être une raison pour rendre un avis négatif.

En cas d'avis négatif du/de la procureur-e du Roi, le Service de l'état civil refusera d'établir l'acte de modification de l'enregistrement du sexe. Le Service de l'état civil vous informera immédiatement du refus. Il vous enverra ou vous remettra personnellement la décision motivée et le cas échéant, l'avis négatif du/de la procureur-e du Roi signé. Dans les deux cas, vous confirmerez par un accusé de réception avoir bien pris connaissance de la décision de refus.

Si le/la procureur-e du Roi ne formule **pas d'avis** après trois mois, l'avis est considéré comme **positif**.

Si, plus tard, le/la procureur-e du Roi remarque que la modification du M/F est contraire à l'ordre public, il peut l'annuler. L'annulation est également possible lorsque le M/F a déjà été adapté sur les documents officiels d'une personne, mais que le/la procureur-e du Roi remarque par après, que la modification était contraire à l'ordre public.

⁷ Au sens de cette loi, « contraire à l'ordre public » signifie que le droit d'adapter l'enregistrement du sexe est utilisé à des fins illégitimes. Dans ce cas, le M/F sur l'acte de naissance est modifié non pas pour correspondre à l'identité de genre ressentie, mais pour atteindre d'autres objectifs.

Seconde déclaration auprès du Service de l'état civil

Au plus tôt trois mois et au plus tard six mois après votre première déclaration, vous vous présentez une seconde fois auprès du Service de l'état civil où vous aviez fait la première déclaration. Sur l'accusé de réception de la déclaration que vous recevez, figurent le premier et le dernier jour du délai dans lequel vous pouvez remettre votre deuxième déclaration.

Pour ce faire, munissez-vous, en plus de votre seconde déclaration, de votre carte d'identité et de l'accusé de réception reçu lorsque vous avez introduit votre première déclaration.

Dans votre seconde déclaration, vous indiquez :

- Vos nom de famille, prénom(s) officiels, date et lieu de naissance
- Que vous avez toujours la conviction que le sexe mentionné sur votre acte de naissance ne correspond pas à votre identité de genre vécue intimement
- Que vous êtes conscient-e des conséquences administratives et juridiques qu'entraîne la modification de l'enregistrement du sexe sur votre acte de naissance
- Que vous êtes conscient-e du caractère en principe irrévocable de la modification de l'enregistrement du sexe sur votre acte de naissance
- Votre signature
- Le lieu et la date de signature

Vous trouverez un modèle de formulaire de seconde déclaration sur le site internet de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (<http://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/transgenre/legislation>) ainsi que sur le site du SPF Justice (www.justice.belgium.be/transgenres). Le Service de l'état civil peut également vous fournir ce formulaire.

Lorsque vous avez introduit votre seconde déclaration et si le/la procureur-e du Roi n'a pas formulé d'avis négatif, le Service de l'état civil établira l'acte de modification de l'enregistrement du sexe et l'associera aux autres actes de l'état civil qui mentionnent votre sexe. La mention M/F sur votre acte de naissance sera modifié par conséquent.

2. COMMENT PUIS-JE MODIFIER MON PRENOM ?

Qui peut modifier son prénom et où faut-il le faire?

Si vous êtes belge ou, à défaut, réfugié-e ou apatride reconnu-e, et majeur-e, vous pouvez changer de prénom(s)⁸ en introduisant une demande accompagnée de quelques documents auprès du Service de l'état civil de la commune où vous êtes inscrit- e dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente, c'est-à-dire le lieu où vous êtes domicilié-e.

Si vous résidez de manière prolongée à l'étranger, vous pouvez introduire votre demande auprès du Service de l'état civil de la commune de votre dernière inscription dans le registre de la population belge.

Si vous n'avez jamais été inscrit-e dans les registres de la population d'une commune belge, la demande est introduite auprès du Service de l'état civil de la Ville de Bruxelles dont l'adresse est la suivante :

Centre administratif de la ville de Bruxelles
Boulevard Anspach 6
1000 Bruxelles
E-mail : transcription.dem@brucity.be

Les non-Belges qui ne sont pas des réfugié-e-s reconnu-e-s ou des apatrides ne pourront pas changer leur prénom en Belgique et doivent contacter les services compétents de leur pays d'origine. Un changement de prénom ne sera possible que conformément à la législation de leur pays d'origine.

Si vous êtes mineur-e, vous pouvez changer de prénom(s) dès l'âge de 12 ans. Pour ce faire, vous devez toutefois entreprendre des démarches additionnelles, qui s'appliquent uniquement aux mineur-e-s. Celles-ci sont présentées dans le chapitre intitulé « Quelles démarches puis-je entreprendre en tant que mineur-e ? ».

⁸ Si vous avez plusieurs prénoms, vous pouvez choisir d'en changer un, plusieurs, ou tous. Indiquez clairement quel(s) prénom(s) vous voulez modifier.

Comment la procédure se déroule-t-elle ?

Votre demande contient les éléments suivants :

- Vos nom de famille, prénom(s) officiels, date et lieu de naissance
- Votre déclaration, dans laquelle vous indiquez que le sexe mentionné sur votre acte de naissance ne correspond pas à votre identité de genre vécue intimement, et que pour cette raison, vous introduisez une demande de changement de prénom(s)
- Le(s) nouveau(x) prénom(s) que vous avez choisi(s)
- Vos coordonnées complètes (adresse, numéro de téléphone et adresse e-mail)
- Votre signature
- Le lieu et la date de signature

Vous trouverez un modèle de ce formulaire sur le site internet de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes

(<http://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/transgenre/legislation>) ainsi que sur le site du SPF Justice (www.justice.belgium.be/transgenres).

Les documents suivants sont joints à la demande :

- Si la commune dans laquelle la demande est formulée n'en dispose pas, une copie de l'acte de naissance⁹ ou un document qui en tient lieu en absence d'acte de naissance.
- En ce qui concerne les réfugié-e-s et les apatrides, une attestation prouvant cet état (attestation du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides).

Le nouveau premier prénom souhaité doit correspondre à votre identité de genre intimement vécue. Vous pouvez également opter pour un premier prénom neutre du point de vue du genre.

Endéans les trois mois qui suivent votre demande, le Service de l'état civil établit l'acte de changement de prénom. Le changement de prénom prend effet à la date de l'établissement de l'acte. Il est également associé aux actes de l'état civil vous concernant qui mentionnent votre sexe.

Il existe donc deux procédures séparées pour changer de prénom et faire adapter votre enregistrement du sexe, mais pour toutes les deux vous vous rendez auprès du Service de l'état civil. Vous pouvez choisir de faire d'abord modifier votre prénom, et ensuite le M/F sur votre acte de naissance, ou l'inverse.

⁹ Dans certains cas ceci peut aussi être un acte légalisé. Pour plus d'information : https://diplomatie.belgium.be/fr/Services/Legalisation_de_documents.

Veillez noter que les délais de ces deux procédures diffèrent. La procédure de changement de prénom devant le Service de l'état civil dure au maximum trois mois.

La modification du M/F sur votre acte de naissance prend au minimum trois mois et au maximum six mois. Il est donc préférable d'informer l'officier/-ière de l'état civil que vous envisagez simultanément de modifier votre enregistrement du sexe et votre prénom. Ainsi, l'officier/-ière pourra vous informer du moment idéal pour vous présenter pour le changement de prénom, afin qu'il coïncide avec le changement de votre enregistrement du sexe. Ainsi, vous évitez de devoir demander à deux reprises le renouvellement de votre carte d'identité, de votre permis de conduire et d'autres documents.

La redevance pour le changement de prénom est fixée librement par chaque commune. Si vous modifiez votre prénom parce que celui-ci ne correspond pas à votre identité de genre, vous avez droit à un tarif réduit une fois. Ce montant ne peut excéder 10% du tarif ordinaire en matière de changement de prénom.

Vous trouverez de plus amples informations pour pouvoir changer de nouveau de prénom dans la cinquième partie, intitulée « Puis-je revenir à mon précédent enregistrement du sexe et prénom ? ». Il y a également une exception à cette procédure pour les mineur-e-s qui ont changé de prénom, mais n'ont pas encore modifié leur enregistrement du sexe. Vous trouverez plus d'information dans la point 3 « Si vous avez atteint l'âge de 12 ans : changement de prénom. ».

Pour obtenir de plus amples informations à propos de la procédure de changement de prénom, vous pouvez vous adresser au Service de l'état civil.

3. QUELLES DÉMARCHES PUIS-JE ENTREPRENDRE EN TANT QUE MINEUR-E ?

Dès l'âge de 12 ans, vous pouvez déjà, en tant que mineur-e, entreprendre différentes démarches. Ce que vous pouvez précisément faire dépend de votre âge :

Si vous avez atteint l'âge de 12 ans : changement de prénom

À partir de 12 ans, vous pouvez changer de prénom. Vous pouvez alors choisir un ou plusieurs prénom(s) qui correspondent à votre identité de genre. Vous ne pouvez toutefois pas faire cela seul. Vos deux parents, même s'ils sont séparés, ou votre représentant doivent également être d'accord. Ceci signifie que vos deux parents ou votre représentant doivent signer votre demande de changement de prénom.

Vos parents sont les personnes qui exercent l'autorité parentale sur vous. Cela peut aussi être une personne qui vous a adopté-e. Un parent ne peut signer seul que s'il exerce seul l'autorité parentale.

Vous pouvez trouver un formulaire type de cette demande sur le site web de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (<http://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/transgenre/legislation>) ou sur celui du SPF Justice (www.justice.belgium.be/transgenres). Vous pouvez imprimer ce document et le présenter au Service de l'état civil, avec les autres documents nécessaires. Dans la section « 2. Comment puis-je changer mon prénom ? » vous trouverez les explications sur la manière exacte dont vous devez procéder.

Si (l'un de) vos parents ou votre représentant-e ne veulent pas que vous changiez de prénom, vous pouvez demander au tribunal de la famille, par une requête signée par vous-même ou un avocat, de désigner un-e « tuteur/-trice ad hoc ». Ce/cette tuteur/-trice ad hoc remplace les deux parents dans ce cas. Le/la juge peut désigner dans ce cas un-e avocat-e en tant que « tuteur/-trice ad hoc », qui vous assistera dans votre changement de prénom. Vous suivez pour cela une procédure devant le tribunal de la famille. Comme mineur-e vous pouvez gratuitement faire appel à un-e avocat-e.

La partie intitulée « Comment puis-je modifier mon prénom ? », ci-dessus, vous explique précisément comment introduire votre demande et vous informe sur les documents requis.

Vous ne pouvez changer le M ou le F mentionné sur votre acte de naissance et votre carte d'identité qu'à partir de 16 ans. Jusqu'à cet âge, vous pouvez donc changer de prénom mais pas encore le M ou le F sur vos documents.

Si après avoir changé de prénom vous estimez que le sexe enregistré à votre naissance correspond quand même à votre identité de genre, vous pouvez comme mineur-e changer une deuxième fois de prénom au tarif fixé par la commune (maximum 10% du tarif ordinaire en matière de changement de prénom). Vous pouvez uniquement faire cela si vous n'avez pas encore 18 ans et si vous n'avez pas modifié le M ou le F sur votre acte de naissance.

Votre premier prénom doit dans ce cas obligatoirement correspondre au sexe enregistré à l'origine dans le certificat de naissance. Pour les autres prénoms vous pouvez choisir librement, étant donné qu'ils ne sont pas liés à votre identité de genre. Pour ce faire, vous introduisez à nouveau une demande auprès du Service de l'état civil compétent et vous suivez les démarches expliquées ci-dessus. Vous joignez à la demande une déclaration dans laquelle vous indiquez que le M ou F mentionné sur votre acte de naissance correspond en effet à votre identité de genre intimement vécue et que, pour cette raison, vous introduisez une demande visant à adapter votre prénom.

Si vous avez atteint l'âge de 16 ans : modification de la mention M/F

À partir de 16 ans, vous pouvez modifier le M/F mentionné sur votre acte de naissance. Ceci signifie que le M ou le F que vous avez choisi figurera sur tous les documents officiels, par exemple sur votre carte d'identité.

Pour ce faire, vous suivez la procédure expliquée ci-dessus dans la partie intitulée « Comment la procédure se déroule-t-elle ? ». Les seules différences avec la procédure en vigueur pour les personnes majeures sont les suivantes :

- Vos deux parents ou votre représentant vous accompagnent tout au long de la procédure lorsque vous soumettez votre première déclaration au Service de l'état civil.
- Vous remettez une attestation établie par un-e pédopsychiatre lors de votre déclaration auprès du Service de l'état civil. Dans cette attestation, ce/cette pédopsychiatre indique que vous pouvez prendre cette décision personnellement et que vous avez « la capacité de discernement ».

Lorsque vous vous adressez au Service de l'état civil, veuillez-vous faire assister de vos deux parents ou de votre représentant-e. Ceci signifie qu'ils signent votre première déclaration, dans laquelle vous dites que vous souhaitez changer le M ou le F sur vos documents officiels. Vos deux parents ou votre représentant-e doivent également vous accompagner lorsque vous faites la première déclaration auprès du Service de l'état civil. Même si vos parents vivent séparément, ils doivent signer et vous accompagner tous les deux pour faire la déclaration.

Vos parents sont les personnes qui exercent l'autorité parentale sur vous. Un parent ne peut signer seul que s'il exerce seul l'autorité parentale.

Si (l'un de) vos parents ou votre représentant-e refusent de vous assister, vous pouvez demander au tribunal de la famille de désigner un-e « tuteur/-trice ad hoc ». Le/la juge peut désigner dans ce cas un-e avocat-e (le/la « tuteur/-trice ad hoc »), qui vous assistera à la place de vos parents afin de vous permettre de modifier votre enregistrement du sexe sur votre acte de naissance. Ce/cette tuteur/-trice ad hoc remplace les deux parents dans ce cas. Pour recevoir un-e « tuteur/-trice ad hoc », vous suivez une procédure devant le tribunal de la famille.

Vos (votre) parent(s) peuvent également établir une procuration spéciale et authentique, ce qui signifie qu'ils ne devront pas être présents en personne lorsque vous vous adressez au Service de l'état civil.

Lors de votre première déclaration auprès du Service de l'état civil, vous avez également besoin d'une attestation établie par un-e pédopsychiatre. Ce/cette psychiatre examinera si vous disposez de la « faculté de discernement » requise.

La faculté de discernement signifie que vous êtes en état de prendre personnellement cette décision. Si le/la pédopsychiatre pense que vous en êtes effectivement capable, il/elle vous remettra une attestation. Vous trouverez un modèle d'attestation sur <http://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/transgenre/legislation>.

Pour changer de prénom, vous suivez la procédure décrite sous le titre « Si vous avez atteint l'âge de 12 ans ». Pour cette procédure aussi, vous devrez être assisté-e par vos deux parents ou votre représentant-e ou encore « le/la tuteur/-trice ad hoc » désigné-e par le tribunal en cas de refus de ces derniers.

Si vous avez atteint l'âge de 18 ans ou que vous êtes émancipé-e

La procédure normale suivie par les personnes majeures, décrite ci-dessus, est d'application. Si vous êtes émancipé-e, vous suivez donc (indépendamment de votre âge) la procédure qui s'applique aux majeurs.

4. QUE SE PASSE-T-IL SI L'OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL REFUSE DE MODIFIER LE M/F SUR MON ACTE DE NAISSANCE ?

Le Service de l'état civil ne peut refuser de changer le M/F sur vos documents officiels que dans des cas très spécifiques et par une décision motivée. L'avis négatif du/de la procureur-e du Roi peut également justifier la décision. L'officier/-ière de l'état civil ne peut en aucun cas refuser pour des raisons qui lui sont propres ou sur base de sa conviction personnelle.

S'il n'y a pas d'avis négatif du/de la procureur-e du Roi, l'officier/-ière de l'état civil peut uniquement refuser dans certains cas. Par exemple, si vous n'êtes manifestement pas à même d'exprimer votre volonté en raison de votre état (par ex. d'ébriété). L'officier/-ière de l'état civil refusera également si certaines étapes administratives de la demande n'ont pas été correctement effectuées, par exemple lorsque la déclaration n'a pas été remise, que vous n'avez pas fourni toutes les informations dans votre déclaration ou lorsque les délais ont été dépassés, etc.

Le Service de l'état civil vous informera immédiatement du refus. Il vous enverra la décision motivée et, le cas échéant, l'avis négatif du/de la procureur-e du Roi, par recommandé ou vous les remettra personnellement. Dans les deux cas, vous remettrez un accusé de réception qui prouve que vous avez reçu la décision de refus.

Vous pouvez contester le refus du Service de l'état civil, en introduisant une requête auprès du tribunal de la famille compétent pour le lieu où vous avez fait la demande. Vous pouvez établir cette requête vous-même ou la faire établir par un-e avocat-e.

Une **requête** est un document écrit au moyen duquel vous lancez une procédure auprès du tribunal. Elle mentionne :

- La date
- Vos nom de famille et prénom(s) officiels, profession et adresse
- Si vous avez moins de 18 ans : les nom de famille, prénom(s) et adresse(s) de vos parents ou tuteur/-trice
- L'objet de votre demande et, brièvement, la raison pour laquelle vous vous adressez au tribunal de la famille
- Que vous vous adressez au tribunal de la famille. Vous indiquez également le tribunal de la famille compétent du point de vue territorial pour votre procédure. Le lien suivant vous permettra de savoir quel est le tribunal compétent pour le lieu où vous avez fait la demande : http://www.juridat.be/cgi_cantons/liste-competence.pl?lg_fr_nl=fr

Vous déposez cette requête en deux exemplaires au greffe du tribunal de la famille compétent pour le lieu où vous avez fait la demande¹⁰.

Vous disposez de 60 jours pour introduire un recours, à compter du jour où le Service de l'état civil vous a informé du refus. Cette date est mentionnée sur l'accusé de réception.

Lorsque le dernier jour pour introduire votre recours tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au premier jour ouvrable suivant. Si vous souhaitez faire appel contre le refus, faites attention à ces délais.

	Date refus Service de l'état civil	Premier jour pour introduire un recours contre la décision de refus	Dernier jour pour introduire un recours contre la décision de refus
Ex. 1 (Situation normale)	10 juillet	11 juillet	8 septembre
Ex. 2 (Jour férié)	26 octobre	22 octobre	25 décembre, mais puisque c'est un jour férié, le délai est prolongé jusqu'au premier jour ouvrable suivant

Si le tribunal décide que le M/F sur votre acte de naissance peut être adapté, le Service de l'état civil fera immédiatement la modification dans les registres de l'état civil.

10

L'introduction et l'instruction de la demande sur requête unilatérale sont expliquées en détails dans les articles 1025 à 1034 du Code Judiciaire.

5. PUIS-JE REVENIR À MON PRÉCÉDENT ENREGISTREMENT DU SEXE ET/OU PRÉNOM ?

Puis-je revenir à mon précédent enregistrement du sexe ?

Normalement, la modification de l'enregistrement du sexe sur l'acte de naissance est définitive. Vous ne pouvez revenir au sexe enregistré sur votre acte de naissance qu'après être passé-e par une procédure auprès du tribunal de la famille.

Vous pouvez lancer cette procédure en introduisant une requête unilatérale auprès du tribunal de la famille.

Dans ce cadre, on doit pouvoir prouver des « circonstances exceptionnelles » au tribunal de la famille, par exemple, que le bien-être de la personne s'est détérioré suite à la modification de son enregistrement du sexe¹¹.

Si vous pouvez prouver des circonstances exceptionnelles, le tribunal de la famille peut autoriser la nouvelle modification de l'enregistrement du sexe dans l'acte de naissance. L'officier/-ière de l'état civil établit immédiatement un nouvel acte de modification de l'enregistrement du sexe et l'associe à vos actes de l'état civil qui mentionnent votre sexe. Votre enregistrement de sexe précédent n'a plus d'effet à partir de l'établissement de cet acte. À partir de ce moment, l'enregistrement du sexe qui avait été fait à votre naissance sera à nouveau d'application. Un nouveau numéro de registre national sera également créé pour vous.

Suivre cette procédure auprès du tribunal de la famille peut entraîner des frais de procès.

Puis-je à nouveau changer de prénom ?

Normalement, vous ne pouvez changer qu'une seule fois de prénom pour le faire concorder à votre identité de genre. Le tribunal de la famille peut toutefois vous autoriser à changer une nouvelle fois de prénom après que vous ayez suivi une procédure de retour à votre enregistrement du sexe original. Dans ce cas, vous pouvez de nouveau changer de prénom à un tarif fixé par la commune qui ne peut excéder 10% du tarif ordinaire en matière de changement de prénom.

Si le tribunal de la famille vous a autorisé-e à changer une nouvelle fois de prénom, vous pouvez changer votre prénom en introduisant une demande auprès du Service de l'état civil. Vous joignez à cette demande la décision du juge vous autorisant à changer de nouveau de prénom.

11 Texte officiel des préparations parlementaires relatives au projet de loi modifiant la loi du 10 mai 2007 relative à la transsexualité, Doc. parl. Chambre 2016-2017, n°2403/008.

Si vous n'avez pas encore 18 ans et si vous n'avez pas modifié le M ou le F sur votre acte de naissance, vous pouvez changer de prénom une deuxième fois. Dans ce cas, vous payez le tarif fixé par la commune qui ne peut excéder 10% du tarif ordinaire en matière de changement de prénom. Le premier prénom doit toutefois de nouveau correspondre au sexe enregistré à votre naissance. Pour ce faire, vous introduisez à nouveau une demande auprès du Service de l'état civil, et vous suivez les démarches expliquées ci-dessus (voir la deuxième partie : « Comment puis-je modifier mon prénom ? »). Vous joignez à votre demande auprès du Service de l'état civil une déclaration dans laquelle vous indiquez que l'enregistrement du sexe mentionné originellement sur votre acte de naissance correspond à votre identité de genre intimement vécue et que, pour cette raison, vous introduisez une demande visant à adapter votre prénom.

En dehors de la procédure devant le tribunal de la famille, il est également possible de changer de prénom en suivant la procédure normale. Si vous suivez la procédure normale, vous n'êtes pas certain-e que la demande sera acceptée. La procédure normale dépend, en effet, du pouvoir d'appréciation de l'officier de l'état civil. Dans ce cas, vous paierez le tarif normal fixé par la commune et non 10% de celui-ci.

6. MESURES TRANSITOIRES

J'ai déjà fait une déclaration sur base de l'ancienne loi, mais mon acte de naissance n'a pas encore été adapté. Que va-t-il se passer ?

Si vous avez déjà fait « une déclaration de changement de sexe » sur base de l'ancienne loi (loi du 10 mai 2007¹²), mais qu'aucun acte définitif n'a encore été établi, vous pouvez également choisir d'introduire une nouvelle demande sur base de la nouvelle loi. Cette option peut se révéler plus facile ou plus rapide pour vous, en fonction des démarches déjà entreprises.

Si le Service de l'état civil a refusé d'établir un acte dans le cadre de l'ancienne loi, vous pouvez également faire une nouvelle déclaration dans le cadre de la nouvelle législation. Vous pouvez également le faire si vous avez lancé une procédure judiciaire à l'encontre du refus. Même si quelqu'un d'autre a introduit un recours contre la modification, vous pouvez faire une nouvelle déclaration sur base de la nouvelle loi.

12 Loi du 10 mai 2007 relative à la transsexualité, M.B. 11 juillet 2007.



QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES ?

Changer de prénom et/ou modifier votre enregistrement du sexe a de nombreuses répercussions administratives.

Les actes (notariés), contrats, assurances, etc. existants restent inchangés après la modification du prénom et/ou de l'enregistrement du sexe. Votre personnalité juridique est en effet in affectée. En d'autres termes, vous conservez tous vos droits, compétences et obligations. Vous pouvez faire adapter votre prénom sur certains documents (voir ci-dessous), mais après cette modification, les conditions associées aux actes en question restent les mêmes (par exemple le prix convenu).

Tous les actes établis après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe le seront sur base de vos nouveaux prénoms et enregistrement du sexe.

1. MES INFORMATIONS ONT-ELLES ÉTÉ ADAPTÉES PARTOUT ?

Un certain nombre d'institutions seront en principe automatiquement informées de la modification de vos données personnelles :

- Institutions de sécurité sociale (ONEM, CAPAC, INAMI, ONSS, etc.)
- Caisse d'allocations familiales
- Mutualité
- CPAS
- Assureurs accidents de travail
- Caisses de vacances annuelles
- Fonds de sécurité d'existence
- Sociétés régionales de logement
- ONE
- VDAB, Actiris, Forem

Contrôlez si vos données ont effectivement été adaptées.

Pour d'autres organisations, vous devrez vous-même faire des démarches afin de les informer de votre changement de prénom (et, si cela est pertinent, de la modification de votre enregistrement du sexe).

Voici quelques exemples :

- Employeur
- École ou institution d'enseignement
- Syndicat
- Entreprises d'utilité publique (fournisseurs d'électricité, de gaz et d'eau)
- Câblodistributeurs, sociétés de téléphone et/ou fournisseurs d'accès à internet
- Banque et compagnie(s) d'assurances
- Médecins généralistes et spécialistes
- Société(s) de distribution de quotidiens et de magazines
- Bibliothèque
- Associations dont vous êtes membre
- Sociétés auprès desquelles vous avez une carte de fidélité
- Formulaire de consentement ou de refus de don d'organes
- Déclaration de don de votre corps à la science
- Etc.

Pour prouver que vous êtes la même personne qu'avant l'adaptation de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe, vous pouvez présenter une copie de votre acte de naissance. Il y est stipulé que vous avez changé de prénom et/ou d'enregistrement du sexe. Vous pouvez demander ce document auprès du Service de l'état civil. Vous pouvez également demander une copie de votre "acte de modification de l'enregistrement du sexe" sur lequel votre nom, vos prénoms, votre date de naissance et votre nouvel enregistrement de sexe sont mentionnés. Si nécessaire, vous pouvez également demander à l'état civil un extrait spécial du registre de la population sur lequel figure votre ancien numéro de registre national ainsi que votre nouveau numéro de registre national.

Vous trouverez ci-après un aperçu des principales conséquences administratives de la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe:

2. DOCUMENTS D'IDENTITÉ

Carte d'identité

Suite à la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe, vous recevrez un nouveau numéro de registre national et une nouvelle carte d'identité. Normalement, cette demande se fait automatiquement lors de l'adaptation de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe. Le prix d'une carte d'identité varie entre 15 et 25 euros¹³, selon la commune. Le délai de délivrance est d'au moins deux semaines. Il existe une procédure d'urgence mais elle a un coût supplémentaire.

¹³ Les prix mentionnés dans la présente brochure sont d'application au 1er janvier 2018, mais ils peuvent faire l'objet d'une modification. Consultez les services concernés pour connaître le prix exact.

Votre ancienne carte d'identité reste valable jusqu'à ce que vous receviez votre nouvelle carte.

Attention : si vous adaptez votre prénom ET votre enregistrement du sexe, mais que les modifications ne sont pas effectuées au même moment (par exemple en raison d'une différence de durée de la procédure), vous devrez changer deux fois de carte d'identité, et donc payer deux fois également. Voir le point 2 « Comment puis-je modifier mon prénom ? » pour savoir comment éviter ceci.

Copie ou extrait d'acte de naissance ?

Dans certains cas, il est possible que l'on vous demande un extrait ou une copie de votre acte de naissance (par exemple lors d'un mariage, d'un recrutement, d'une adoption, etc.).

Copie conforme

Une copie conforme de votre acte de naissance est une reproduction complète de votre acte de naissance original, avec mention des modifications. Ayez conscience du fait qu'une copie mentionne donc la modification de votre enregistrement du sexe et/ ou de prénom.

Seuls l'intéressé-e, son/sa représentant-e légal-e, ses héritiers/-ières, leur notaire et leur avocat-e peuvent demander une copie conforme.

Extrait

Un extrait est un résumé de l'acte qui ne reprend que les éléments essentiels les plus actuels. Un extrait ne mentionne donc que votre nouveau prénom et ne permet pas de voir si vous avez un jour adapté vos données.

Pour protéger votre vie privée, un extrait ne peut jamais faire mention de la modification de votre enregistrement du sexe.

Demandez toujours lequel de ces deux documents est réellement nécessaire pour la situation en question. Parfois, un extrait suffit.

Accès à la Banque de données des Actes de l'Etat Civil

Certaines personnes, autorités et institutions peuvent consulter la modification de l'enregistrement du sexe dans la Banque de données des Actes de l'Etat Civil (BAEC), lorsque cela est nécessaire pour l'exercice de leur fonction. Il s'agit notamment, des officiers de l'état civil et les agents consulaires, et, à condition qu'ils puissent démontrer que cela est nécessaire pour des raisons liées à l'état de la personne, les juges et leurs greffiers, les parquets, le Service du Changement de Noms, l'Autorité Centrale Fédérale Adoption, et éventuellement d'autres autorités ou institutions publiques.

Ceux-ci ne peuvent plus demander de copie ou d'extrait d'acte de l'état civil, mais doivent le chercher eux-même dans la BAEC.

Passeport

Vous partez en voyage dans un pays où la carte d'identité belge ne suffit pas ? N'oubliez pas de demander un nouveau passeport après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe. Suivez pour ce faire la procédure de demande habituelle, auprès de votre commune. Un nouveau passeport coûte environ 80 euros, en fonction de la commune. Tenez compte du délai standard de délivrance des passeports qui est de plus ou moins dix jours ouvrables et varie d'une commune à l'autre. Il existe une procédure d'urgence mais elle a un coût supplémentaire.

Pour obtenir un nouveau passeport, les Belges qui habitent à l'étranger doivent s'adresser au poste consulaire où ils sont inscrits. (https://diplomatie.belgium.be/fr/Services/services_a_letranger/passeport_belge)

Attention : si vous adaptez votre prénom et votre enregistrement du sexe, mais que ces modifications ne sont pas effectuées au même moment (par exemple en raison d'une différence de durée de la procédure), vous devrez changer deux fois de passeport, et donc payer également deux fois. Voir le point 2 « Comment puis-je modifier mon prénom? » sur la manière d'éviter cela.

3. LIENS FAMILIAUX ET SUCCESSIONS

Acte de mariage

Votre acte de mariage reste valable après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe. Votre nouveau prénom sera automatiquement mentionné sur l'acte de mariage. L'enregistrement du sexe n'est en principe pas mentionné sur l'acte de mariage. Une modification de cet acte n'est pas nécessaire.

Tout comme pour les autres actes de l'état civil (par exemple l'acte de naissance), vous pouvez demander une copie ou un extrait de votre acte de mariage. L'extrait ne mentionne pas votre éventuel changement de prénom (et/ou d'enregistrement du sexe). Seuls l'intéressé-e, son/sa représentant-e légal-e, ses héritiers/-ières, leur notaire et leur avocat-e peuvent demander une copie sur laquelle cette modification de l'enregistrement du sexe est quand même indiqué.

Demandez toujours lequel de ces deux documents est réellement nécessaire pour la situation en question. Parfois, un extrait suffit.

Certaines personnes, autorités et institutions peuvent consulter la modification de l'enregistrement du sexe dans la Banque de données des Actes de l'Etat Civil, voir ci-dessus « Copie ou extrait d'acte de naissance ? »

Déclaration de cohabitation légale

Votre déclaration de cohabitation légale reste valable après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe. Ce document ne sera pas adapté suite à la modification de votre prénom et/ou enregistrement du sexe. Vous pouvez obtenir une preuve de cohabitation légale en demandant un extrait du registre civil. Sur cet extrait votre prénom et/ou enregistrement du sexe seront déjà adaptés.

Carnet de mariage de vos parents

Votre prénom figure dans le carnet de mariage de vos parents. Si vos parents le souhaitent, ils peuvent demander l'adaptation du carnet de mariage auprès de l'état civil (service mariages).

Filiation

Le terme « filiation » désigne ici le lien juridique entre un enfant et ses parents. Ce lien juridique est important parce qu'il définit vos droits et obligations à l'égard d'un enfant.

Enfants nés avant la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe

La modification de votre enregistrement du sexe ne change rien au lien juridique que vous avez avec vos propres enfants nés avant cette modification. Vous conservez l'ensemble de vos droits, compétences et obligations à leur égard. Si vous étiez la mère juridique des enfants, vous le restez également après la modification, même si votre enregistrement du sexe est désormais masculin. Si vous étiez le père juridique des enfants, vous restez leur père juridique, et ce même si votre enregistrement du sexe est maintenant féminin. Vous ne devez rien faire pour cela.

La modification de votre prénom ne change également rien au lien juridique avec vos enfants nés avant la modification de prénom.

Votre nouveau prénom sera automatiquement mentionné dans les actes de naissance de vos enfants. Votre enregistrement du sexe modifié n'est pas mentionné dans les actes de naissance de vos enfants.

Enfants nés après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe

Le lien juridique avec vos enfants nés après l'adaptation de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe est parfois déterminé par votre nouvel enregistrement du sexe et parfois par votre enregistrement du sexe précédent. Vous trouverez ci-après un aperçu des situations les plus fréquentes :

Votre enregistrement du sexe a été modifié de féminin à masculin :

- Vous accouchez d'un enfant : vous êtes considéré comme la mère juridique de cet enfant.
- Votre partenaire accouche d'un enfant : vous êtes considéré comme le père juridique de l'enfant.

Votre enregistrement du sexe a été modifié de masculin à féminin :

- Vous concevez vous-même un enfant (avec votre propre sperme ou par procréation médicalement assistée) : vous serez enregistrée comme la coparente juridique de cet enfant dans son acte de naissance.
- Vous accouchez d'un enfant (si la greffe d'utérus devient possible dans le futur) : vous êtes la mère juridique de cet enfant.

- Votre partenaire accouche d'un enfant : vous êtes considérée comme la coparente juridique de cet enfant.

Schéma : le lien juridique avec vos enfants, nés après la modification de votre enregistrement du sexe

	Vous accouchez d'un enfant (éventuellement après une greffe d'utérus).	Vous concevez vous-même un enfant (avec votre propre sperme ou par procréation médicalement assistée).	Votre partenaire accouche d'un enfant
Modification de l'enregistrement du sexe de féminin à masculin	mère	père	père
Modification de l'enregistrement du sexe de masculin à féminin	mère ¹⁴	coparente	coparente

Successions

Après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe, vous conservez vos droits en tant qu'héritier/-ière. C'est également le cas si vous figurez dans le testament d'une autre personne avec vos anciennes données.

4. SÉCURITÉ SOCIALE

Mutualité

Votre nouveau prénom et/ou enregistrement du sexe seront automatiquement adaptés dans la base de données de votre mutualité. Demandez de nouvelles vignettes dès que la modification aura été enregistrée.

INAMI

Jusqu'à présent, certaines interventions médicales n'étaient remboursées qu'aux personnes d'un certain sexe (par exemple : l'ablation de l'utérus), ce qui était problématique pour les personnes dont les caractéristiques physiques ne correspondaient pas à l'enregistrement du sexe sur la carte d'identité.

L'INAMI vérifie actuellement toute la nomenclature afin de la rendre neutre du point de vue du genre et d'éviter de tels problèmes dans le futur.

Prestations sociales (allocations de chômage, allocations sécurité sociale, allocations familiales, pension, etc.)

Après la modification de votre prénom et de votre enregistrement du sexe, vous conservez tous les droits acquis.

¹⁴ Si la greffe d'utérus devient possible dans le futur.

Attention : pour les parents qui, après la modification de l'enregistrement du sexe, appartiendront au même sexe juridique, les allocations familiales seront versées au partenaire le plus âgé. Il ne s'agit pas de la « mère juridique » par définition.

5. MOBILITÉ

Permis de conduire

Après la modification de votre prénom, vous devez demander vous-même un nouveau permis de conduire auprès de votre commune. En moyenne, vous pourrez aller chercher votre nouveau permis de conduire après 3 à 5 jours ouvrables. Le coût d'un permis de conduire (européen) s'élève à 25 euros. Pour un permis de conduire international, le prix dépend de la commune où vous habitez.

Certificat d'immatriculation véhicule

Disposez-vous d'un véhicule motorisé (voiture, moto, etc.) avant de faire modifier votre prénom et/ou enregistrement du sexe ? Dans ce cas, vous pouvez conserver votre plaque d'immatriculation, mais vous devez demander un nouveau certificat d'immatriculation (ou carte grise). Vous introduisez une demande auprès de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules (DIV), sur base de vos nouvelles données personnelles.

Attention : vous devez demander ce nouveau certificat dans les 15 jours qui suivent la modification de votre enregistrement du sexe dans le registre de la population. Si vous ne le faites pas, votre inscription pourra être supprimée. Un nouveau certificat d'immatriculation coûte 26 euros.

Abonnement transports en commun

En cas de contrôle, les données mentionnées sur votre abonnement pour les transports en commun (De Lijn, STIB, TEC, SNCB) doivent correspondre à celles indiquées sur votre carte d'identité. Demandez l'adaptation de vos données sur votre abonnement. Le prix demandé pour adapter votre abonnement et/ou carte-mère dépend de la société de transport. Contactez votre société de transport pour obtenir de plus amples informations.

6. LOGEMENT

Propriétaire ou locataire

Si vous êtes propriétaire, vous le restez également après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe.

Si vous louez un logement, vous en restez le locataire légitime après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe. Votre contrat de bail ne doit pas être modifié.

Entreprises d'utilité publique (électricité, eau, gaz, internet, téléphone, etc.)

Si vous avez un contrat, celui-ci reste également inchangé après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe. Vous n'êtes pas obligé-e de modifier vos données personnelles, mais vous pouvez le faire pour pouvoir recevoir du courrier adapté à votre nouveau prénom et enregistrement du sexe. Vos données personnelles doivent être adaptées sans modifier les conditions du contrat ni conclure un nouveau contrat.

7. TITRES D'ÉTUDES

Par exemple diplômes, certificats, attestations d'acquisition de crédits, brevets, etc.

Titres d'études de la Communauté française

Si vous avez suivi une procédure de changement de prénom, vous pouvez demander une attestation tenant lieu de diplôme mentionnant votre nouveau prénom. Cette possibilité existe pour tout type d'enseignement (primaire, secondaire, supérieur et enseignement de promotion sociale). Votre demande doit être effectuée auprès de l'établissement d'enseignement concerné ou auprès du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles. L'obtention d'une attestation tenant lieu de diplôme nécessite une attestation de changement de prénom. Pour plus d'informations, prenez contact avec le Ministère de l'Enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (<http://www.enseignement.be>).

Titres d'études flamands

Si vous avez suivi une procédure de changement de prénom, vous pouvez ensuite demander des titres d'études mentionnant votre nouveau prénom. Cette possibilité est valable pour l'enseignement primaire, secondaire et supérieur ainsi que pour l'enseignement pour adultes. Vous demandez ce titre d'étude adapté auprès de votre institution d'enseignement ou auprès du Ministère flamand de l'Enseignement et de la Formation. L'obtention d'un titre d'étude adapté n'engendre aucun frais et se fait sur base de votre ancien titre d'étude et d'une attestation de changement de prénom. Pour plus d'informations, prenez contact avec le Ministère flamand de l'Enseignement et de la Formation (<http://onderwijs.vlaanderen.be>).

Titres d'études de la Communauté germanophone

Si vous avez suivi une procédure de changement de prénom, vous pouvez demander une attestation tenant lieu de diplôme mentionnant votre nouveau prénom. Cette possibilité existe pour tout type d'enseignement (primaire, secondaire, supérieur et enseignement de promotion sociale). Votre demande doit être effectuée auprès de l'établissement d'enseignement concerné ou auprès du Ministère de la Communauté germanophone. L'obtention d'un titre d'étude adapté n'engendre aucun frais et se fait sur base de votre ancien titre d'étude et d'une attestation de changement de prénom. Pour plus d'informations, prenez contact avec le Ministère de l'Enseignement de la Communauté germanophone (<http://www.ostbelgienbildung.be/>).

8. EMPLOI

Contrat de travail

Après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe, votre contrat de travail reste valable aux mêmes conditions qu'auparavant. Informez votre employeur et votre service du personnel de la modification de vos données personnelles. Si vous êtes affilié-e à un syndicat, informez-le également.

Indépendants

Vérifiez quels sont les documents établis à vos anciens nom et numéro de registre national. Veillez à modifier vos données personnelles sur toutes vos autorisations et agréments, auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises et auprès de votre caisse d'assurances sociales. N'oubliez pas non plus le compte bancaire associé à votre activité professionnelle. Si vous êtes enregistré-e ou reconnu-e auprès de votre ordre ou institut professionnel, vous devez également y faire modifier vos données.

Fonction enregistrée dans le Moniteur belge (membre d'un conseil d'administration, associé-e, partenaire, fonctionnaire statutaire, etc.)

Vous exercez une fonction pour laquelle votre nom a été publié au Moniteur (par exemple partenaire ou associé-e au sein d'une entreprise, membre d'un conseil d'administration, fonctionnaire statutaire, etc.) ? Votre fonction reste valide également après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe. Vos informations personnelles devront être adaptées dans les statuts.

9. BANQUES ET ASSURANCES

Banques

Les comptes bancaires, les prêts, les placements et les autres produits financiers proposés par votre banque restent inchangés après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe.

Faites lire votre nouvelle carte d'identité par votre banque afin d'adapter vos données personnelles.

Assurances

Si vous avez un contrat en cours sous certaines conditions, ces conditions restent identiques après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe. Vos informations personnelles doivent être adaptées sans devoir conclure un nouveau contrat ni définir d'autres conditions.

10. CONDAMNATIONS EXISTANTES

Toutes les condamnations, procédures pénales et amendes existantes restent liées à votre personne, et ce également après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe.



DES QUESTIONS ?

Des questions sur d'autres aspects ?

Outre des changements d'ordre juridique et administratif, la modification de l'enregistrement du sexe peut aussi avoir des implications sur d'autres aspects de votre vie. Plusieurs organisations spécialisées proposent des services d'information et de soutien. Consultez le site internet de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes pour obtenir leurs coordonnées:

<http://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/transgenre/legislation>

Demandes d'information ou plaintes ?

Avez-vous l'impression d'être traité-e de façon inégale en raison de votre identité de genre, de votre expression de genre ou de votre « changement de sexe » ? Pensez-vous être victime de discrimination de genre ?

Prenez contact avec l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes :

- formulaire de signalement sur le site <http://igvm-iefh.belgium.be>
- egalite.hommesfemmes@iefh.belgique.be
- numéro gratuit 0800/12 800 (tapez 1 dans le menu)
- une lettre à : Rue Ernest Blerot 1 - 1070 Bruxelles

Les dossiers sont traités **gratuitement**, en toute **confidentialité** et toujours avec **l'accord de la personne qui a introduit le signalement**.

Éditeur responsable: Jean-Paul Janssens - Bd. de Waterloo, 115 - 1000 Bruxelles

D/2017/7951/FR/1163

Vu pour être annexé à notre arrêté royal du 17 février 2019 établissant le modèle de brochure d'information visé à l'article 135/1, § 3, alinéa 5, du Code civil.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Le Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs, chargé de l'Egalité des chances,
K. PEETERS

BIJLAGE 1 bij het koninklijk besluit van 17 februari 2019 tot vaststelling van de informatiebrochure bedoeld in artikel 135/1, § 3, vijfde lid, van het Burgerlijk Wetboek



JE VOORNAAM EN GESLACHTSREGISTRATIE AANPASSEN BIJ DE BURGERLIJKE STAND



Federale Overheidsdienst
Justitie

CEL
GELIJKE KANSEN



INSTITUUT VOOR
DE GELIJKHEID
VAN VROUWEN
EN MANNEN

.be

Voorwoord

Het is niet niks, elke dag geconfronteerd worden met een voornaam en/of geslachtsregistratie die niet aansluiten bij je innerlijke overtuiging. Daarom hebben we met deze nieuwe wet de mogelijkheid gecreëerd om op een laagdrempelige wijze je voornaam en/of geslachtsregistratie te laten aanpassen.

Met de wet van 25 juni 2017 maken we het mensen mogelijk om zichzelf te zijn. In het verleden moesten transgenderpersonen door de wet van 10 mei 2007 heel wat verplichte ingrepen en behandelingen ondergaan. Door de nieuwe wet worden nu alle medische eisen om je geslachtsregistratie te laten aanpassen geschrapt. Voortaan is enkel jouw overtuiging van belang. Een verklaring op eer volstaat, waarmee we onze voorbeeldfunctie op het vlak van holebi- en transgenderrechten in Europa bevestigen.

Ook minderjarigen kunnen dankzij deze nieuwe wet beslissen hoe zij door het leven willen gaan. Vanaf de leeftijd van 12 jaar kunnen zij vragen om hun voornaam te laten aanpassen en vanaf 16 jaar kan ook de geslachtsregistratie al gewijzigd worden zonder dat er zware eisen worden gesteld.

Als minister van Justitie en staatssecretaris voor Gelijke Kansen zullen we blijven voortbouwen aan een samenleving waarin iedereen zich goed voelt en zijn persoonlijkheid en (gender-)identiteit ten volle kan ontplooien.

Met deze informatiebrochure willen we in de eerste plaats mensen die een wijziging van de voornaam en/of geslachtsregistratie willen, ondersteunen in de administratieve afhandeling. Deze brochure kwam tot stand door een intense samenwerking tussen het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen, de Cel Gelijke Kansen, de FOD Justitie, het middenveld en in bijzonder het Transgender Infopunt (TIP), Genres Pluriels en Çavaria. We willen oprecht al deze organisaties en instanties danken voor hun inbreng, feedback en ondersteuning.



Koen Geens,
Minister van Justitie

Inleiding

Sinds 1 januari 2018 is er een nieuwe manier om je geslachtsregistratie, de 'M' of de 'V' in jouw geboorteakte, aan te passen. Dit kan door enkele stappen te doorlopen voor de ambtenaar van de burgerlijke stand¹. Als je deze stappen hebt gevolgd, wordt ook de M/V op jouw identiteitskaart en op andere officiële documenten aangepast.

Deze brochure legt uit wat je precies moet doen om de M/V in je geboorteakte aan te passen en/of je voornaam te veranderen. Ook de stappen die minderjarigen kunnen zetten, worden in deze brochure verduidelijkt. Daarnaast kan je lezen wat je kan doen bij een eventuele weigering van je aanvraag. Je leert ook hoe je, in uitzonderlijke gevallen, kan terugkeren naar je vorige geslachtsregistratie of je vorige voornaam.

De brochure geeft ook meer informatie over de juridische en administratieve gevolgen van de aanpassing van je geslachtsregistratie of van de verandering van je voornaam. Tot slot vind je contactgegevens waar je terecht kan met vragen of klachten.

¹ De functies, titels en graden die in deze publicatie worden gebruikt, verwijzen naar personen met om het even welke genderidentiteit, genderexpressie of geslacht.

INHOUD

Voorwoord	2
Inleiding	3
Over terminologie	6

PROCEDURE

Hoe kan ik de M/V op mijn geboorteakte aanpassen?	7
<ul style="list-style-type: none"> • Wie kan de M/V op de geboorteakte aanpassen? • De procedure in het kort • Waar doe je aangifte? • Hoe gaat de procedure in zijn werk? 	8 8 9 10
Hoe kan ik mijn voornaam veranderen?	14
Welke stappen kan ik zetten als minderjarige?	16
<ul style="list-style-type: none"> • Als je 12 jaar bent geworden: voornaam veranderen • Als je 16 jaar bent geworden: M/V aanpassen • Als je 18 jaar bent geworden, of ontvoegd bent 	16 18 19
Wat als de ambtenaar van de burgerlijke stand weigert om de M/V in je geboorteakte te wijzigen?	19
Kan ik nog terugkeren naar mijn vorige geslachtsregistratie en/of voornaam?	21
<ul style="list-style-type: none"> • Kan ik nog terugkeren naar mijn vorige geslachtsregistratie? • Kan ik opnieuw mijn voornaam veranderen? 	21 21
Overgangsmaatregelen	22
<ul style="list-style-type: none"> • Ik heb reeds aangifte gedaan op basis van de oude wet, maar mijn akte van geboorte werd nog niet gewijzigd. Wat nu? 	22

WAT ZIJN DE JURIDISCHE EN ADMINISTRatieve GEVOLGEN?

Zijn mijn gegevens overal aangepast?	23
Identiteitsdocumenten	24
<ul style="list-style-type: none"> • Identiteitskaart • Afschrift of uittreksel van je geboorteakte? • Reispaspoort 	25 26 27

Familiebanden en erfenissen	27
• Huwelijksakte	27
• Verklaring van wettelijk samenwonen	27
• Huwelijksboekje van je ouders	28
• Afstamming	28
• Erfenissen	29
Sociale zekerheid	29
• Ziekenfonds	29
• RIZIV	29
• Sociale uitkeringen (werkloosheidsuitkering, uitkeringen sociale zekerheid, kinderbijslag, pensioen, enz.)	30
Mobiliteit	30
• Rijbewijs	30
• Inschrijvingsbewijs voertuig	30
• Abonnement openbaar vervoer	30
Woning	30
• Eigendom of huurwoning	30
• Nutsbedrijven (elektriciteit, water, gas, internet, telefoon, enz.)	31
Studiebewijzen	31
• Vlaamse studiebewijzen	31
• Studiebewijzen van de Franse Gemeenschap	31
• Studiebewijzen van de Duitstalige Gemeenschap	31
Tewerkstelling	32
• Arbeidscontract	32
• Zelfstandigen	32
• Functie geregistreerd in het Staatsblad (lid van raad van bestuur, vennoot, partner, statutair ambtenaar, enz.)	32
Bank en verzekeringen	32
• Banken	32
• Verzekeringen	32
Bestaande veroordelingen	32
VRAGEN?	33
Vragen over andere aspecten?	34
Informatievragen of klachten?	34

OVER TERMINOLOGIE...

Genderidentiteit verwijst naar het innerlijke gevoel en de persoonlijke beleving van een persoon met betrekking tot zijn gender. Deze kan al dan niet overeenkomen met het geslacht dat werd toegekend bij de geboorte.

Genderexpressie verwijst naar de manier waarop men de genderidentiteit uit (kleding, taal, gedrag,...) en naar de manier waarop ze wordt gezien door anderen².

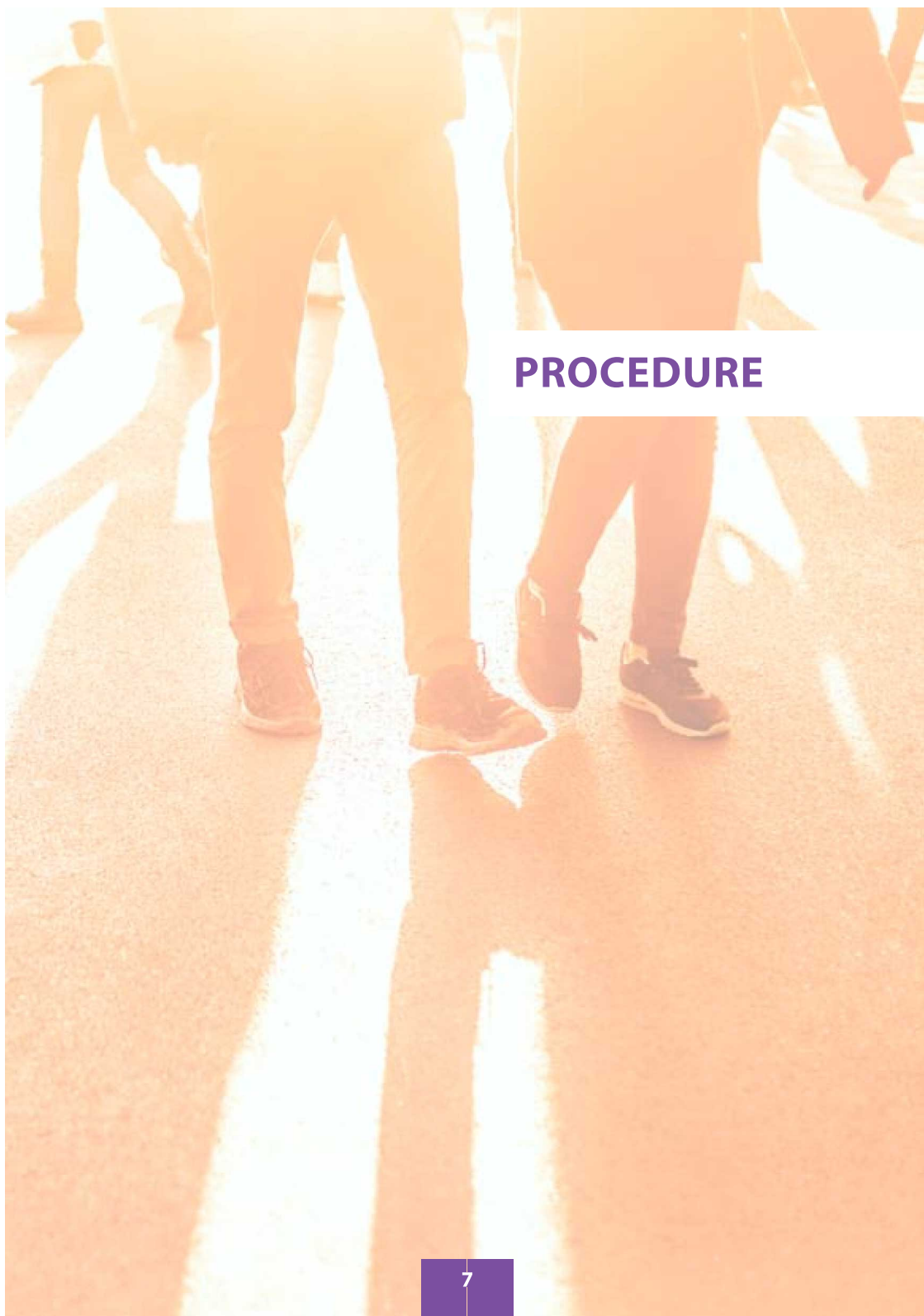
De **geslachtsregistratie** is de vermelding van een geslacht in de geboorteakte, aangeduid met een M (of 'zoon') voor het mannelijke geslacht en een V (of 'dochter') voor het vrouwelijke geslacht. Het is diezelfde M of V die ook op je identiteitskaart en op andere officiële documenten staat.

Het **rijksregisternummer** is een uniek nummer waarmee je je kan identificeren. Iedereen die ingeschreven is in het Rijksregister in België krijgt een persoonlijk nummer. Het rijksregisternummer bestaat uit 11 cijfers, waarvan de eerste zes cijfers jouw geboortedatum aanduiden. De tweede groep van cijfers bestaat uit drie getallen. Dit getal is even voor een persoon die geregistreerd wordt met een vrouwelijk geslacht en oneven voor de registratie van een mannelijk geslacht. Je vindt jouw rijksregisternummer achteraan op jouw identiteitskaart.

De begrippen in deze informatiebrochure, stemmen overeen met deze van de wet van 25 juni 2017³.

2 De definities van genderidentiteit en genderexpressie komen uit de parlementaire voorbereidingen van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen met het oog op de uitbreiding ervan naar genderidentiteit en genderexpressie, Parl. St. Kamer 2016-2017, nr 3483/001.

3 Wet van 25 juni 2017 tot hervorming van regelingen inzake transgenders wat de vermelding van een aanpassing van de registratie van het geslacht in de akten van de burgerlijke stand en de gevolgen hiervan betreft, B.S. 10 juli 2017.



Als je overtuigd bent dat de M of de V die in je geboorteakte staat niet overeenkomt met je genderidentiteit, kan je dit laten aanpassen. Je doet dit door een louter administratieve procedure te doorlopen bij de ambtenaar van de burgerlijke stand.

1. HOE KAN IK DE M/V OP MIJN GEBORTEAKTE AANPASSEN?

Wie kan de M/V op de geboorteakte aanpassen?

Als je een meerderjarige Belg bent, kan je de M/V op je geboorteakte laten aanpassen, ook als je in het buitenland woont.

Wanneer je 16 jaar bent geworden, kan je ook al de M/V op je geboorteakte aanpassen. Om dit te doen zal je wel enkele bijkomende stappen moeten zetten, die enkel van toepassing zijn voor minderjarigen. Deze stappen worden besproken onder het hoofdstuk 'Welke stappen kan ik zetten als minderjarige?'

Als je een ontvoogde minderjarige bent, kan je de M/V laten aanpassen in je geboorteakte. Dit doe je door dezelfde procedure te volgen die ook geldt voor meerderjarigen.

Als je geen Belg bent, maar je wel bent ingeschreven in het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister, kan je ook je M/V laten aanpassen bij de ambtenaar van de burgerlijke stand. Als je als vreemdeling bent ingeschreven in het wachtregister, kan je de procedure niet starten.

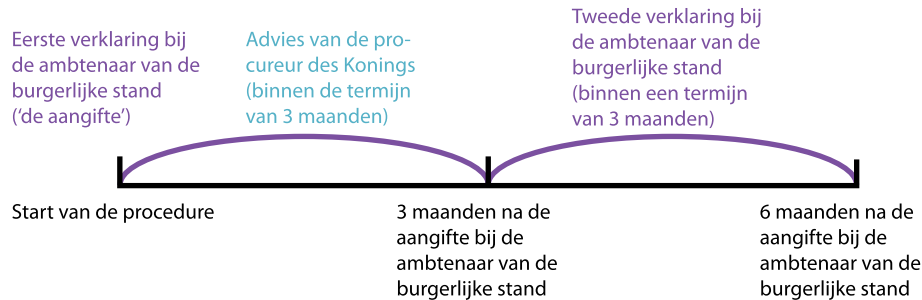
De procedure in het kort

Om de M/V op de geboorteakte aan te passen doorloop je twee stappen:

- Je gaat langs bij de bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand (bij welke ambtenaar van de burgerlijke stand je dit doet, vind je in het deel: 'Waar doe je aangifte?') met je identiteitskaart en een door jou ondertekende verklaring⁴ waarin je zegt dat je de M of V in je geboorteakte wil veranderen. Je krijgt een ontvangstbewijs van de ambtenaar van de burgerlijke stand. Daarna wacht je minimum drie maanden. In deze periode vraagt de ambtenaar van de burgerlijke stand het advies van de procureur des Konings⁵.
- Na minimum 3 maanden en maximum 6 maanden, ga je terug naar dezelfde ambtenaar van de burgerlijke stand met je identiteitsbewijs, het ontvangstbewijs en een tweede verklaring⁶. In deze tweede, door jou ondertekende, verklaring herhaal je dat je de M of V in je geboorteakte wil veranderen.

⁴ Een model van deze verklaring vind je terug op de website van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen (<http://igvm-iefh.belgium.be/nl/activiteiten/transgender/wetgeving>) en op de website van de FOD Justitie (www.justitie.belgium.be/transgenders). De ambtenaar van de burgerlijke stand kan jou die verklaring ook meegeven.

Concreet ziet het tijdsverloop van de procedure er als volgt uit:



Waar doe je aangifte?

Je doet aangifte bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar je bent ingeschreven in het bevolkings- of vreemdelingenregister. Dit wil zeggen, de plaats waar je gedomicilieerd bent.

Als je de Belgische nationaliteit hebt, maar niet bent ingeschreven in het Belgisch bevolkingsregister, doe je aangifte bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van je actuele verblijfplaats. Als je ook geen actuele verblijfplaats in België hebt, doe je aangifte bij de ambtenaar van de burgerlijke stand in de Stad Brussel. In dit geval geef je een adres op waarnaar een eventuele weigering kan worden verstuurd.

Het adres van de ambtenaar van de burgerlijke stand van de Stad Brussel is:

Administratief Centrum van de Stad Brussel
Anspachlaan 6
1000 Brussel
E-mail: transcription.dem@brucity.be

- 5 De procureur des Konings leidt in elk gerechtelijk arrondissement het Openbaar Ministerie. Het Openbaar Ministerie treedt op als vertegenwoordiger van de maatschappij. Voor meer informatie zie: <http://www.rechtbanken-tribunaux.be/nl/rechtbanken-hoven/rechtbank-van-koophandel/personen/procureur-des-konings>
- 6 Een model van deze verklaring vind je terug op de website van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen (<http://igvm-iefh.belgium.be/nl/activiteiten/transgender/wetgeving>) en op de website van de FOD Justitie (www.justitie.belgium.be/transgenders). De ambtenaar van de burgerlijke stand kan jou die verklaring ook meegeven.

Hoe gaat de procedure in zijn werk?

Eerste verklaring voor de ambtenaar van de burgerlijke stand

In je eerste verklaring staat:

- Je officiële achternaam, voorna(a)m(en), geboortedatum en -plaats
- Dat je al een hele tijd overtuigd bent dat het geslacht vermeld in jouw akte van geboorte niet overeenstemt met je innerlijk beleefde genderidentiteit
- Dat je de administratieve en juridische gevolgen van een aanpassing van de registratie van het geslacht in de akte van geboorte wenst
- Je handtekening
- De plaats en datum van ondertekening

Je kan een modelformulier van deze verklaring vinden op de website van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen (<http://igvm-iefh.belgium.be/nl/activiteiten/transgender/wetgeving>) en op de website van FOD Justitie (www.justitie.belgium.be/transgenders). De ambtenaar van de burgerlijke stand kan dit formulier ook meegeven.

Concreet betekent dit dat je je M/V kan wijzigen alleen op basis van jouw persoonlijke overtuiging. In de modelverklaring staat vermeld dat je al een hele tijd deze overtuiging hebt en dat je dit nu ook aangepast wil zien in alle administratieve en juridische documenten. Door dit papier te ondertekenen maak je je verklaring officieel en start je de procedure om je M/V op je geboorteakte te veranderen.

Bij de ambtenaar van de burgerlijke stand heb je je identiteitskaart nodig om je te identificeren. Houd je identiteitskaart dus bij de hand.

Op het moment van aangifte, wijst de ambtenaar van de burgerlijke stand je erop dat de procedure in principe onherroepelijk is en je niet meer kan terugkeren naar je oude geslachtsregistratie. Enkel in uitzonderlijke gevallen en na het doorlopen van een procedure voor de familierechtbank zal dit mogelijk zijn. Hoe dit precies in zijn werk gaat, vind je in het deel 'Kan ik nog terugkeren naar mijn vorige geslachtsregistratie en voornaam?!

Vervolgens neemt de ambtenaar van de burgerlijke stand akte van je verklaring. De ambtenaar van de burgerlijke stand geeft je ook een informatieblad mee met ontvangstbewijs, waarop de datum van de aangifte is vermeld. Dit document breng je opnieuw mee wanneer je je tweede verklaring indient bij de ambtenaar van de burgerlijke stand.

Wachttermijn

Nadat je aangifte hebt gedaan bij de ambtenaar van de burgerlijke stand, begint een wachttermijn te lopen. Je moet minimum drie maanden en maximum zes maanden wachten, voordat je de volgende stap kan zetten. Tijdens deze periode vraagt de ambtenaar van de burgerlijke stand het advies van de procureur des Konings.

Ten vroegste drie maanden na de aangifte, kan je opnieuw langsgaan bij de ambtenaar van de burgerlijke stand om je tweede verklaring af te geven. Je hebt vanaf dan drie maanden tijd om opnieuw bij de ambtenaar van de burgerlijke stand langs te gaan. Als je te lang wacht, en er meer dan zes maanden zijn verstreken sinds de aangifte, moet je een nieuwe procedure starten bij de ambtenaar van de burgerlijke stand.

	Datum van de aangifte	Eerste dag waarop je de tweede verklaring bij de ambtenaar van de burgerlijke stand kan doen	Laatste dag waarop je de tweede verklaring bij de ambtenaar van de burgerlijke stand kan doen
Voorbeeld	10 juli	11 oktober	10 januari

Advies van de procureur des Konings

Tijdens de wachttermijn van drie maanden vraagt de ambtenaar van de burgerlijke stand het advies van de procureur des Konings. De procureur des Konings heeft drie maanden tijd om advies te geven.

De procureur des Konings zal nagaan of de aanvraag niet in strijd is met de openbare orde⁷. De procureur des Konings zal onder andere onderzoeken of er sprake is van fraude. Het kan zijn dat de procedure wordt misbruikt om identiteitsfraude te plegen, bijvoorbeeld omdat men wordt gezocht door het gerecht, of om aan schuldeisers te ontsnappen.

De procureur des Konings kan enkel een **negatief advies** geven indien de aangifte in strijd is met de openbare orde. Het louter hebben van een strafblad, zonder motivatie waarom de aanvraag strijdig is met de openbare orde, is alleszins niet voldoende.

Als de procureur des Konings een negatief advies heeft gegeven, zal de ambtenaar van de burgerlijke stand weigeren om de akte van aanpassing van de registratie van het geslacht op te maken. De ambtenaar van de burgerlijke stand zal jou onmiddellijk op de hoogte brengen van de weigering. Hij zal de gemotiveerde beslissing en, eventueel, het negatief advies van de procureur des Konings aangetekend versturen of aan jou persoonlijk geven. In beide gevallen zal je, via een ontvangstbewijs, bevestigen dat je de weigeringsbeslissing hebt ontvangen.

Als de procureur des Konings na drie maanden **geen advies** heeft gegeven, wordt ervan uitgegaan dat het advies **positief** is.

Wanneer de procureur des Konings later merkt dat de aanpassing van de M/V in strijd is met de openbare orde, kan de aanpassing achteraf nog vernietigd worden. Dit kan ook wanneer de M/V al is aangepast in de officiële documenten van een persoon.

7 'In strijd met de openbare orde' betekent in het licht van deze wet, dat het recht om de geslachtsregistratie aan te passen wordt gebruikt om ongeoorloofde doelen te bereiken. De M/V op de geboorteakte wordt in dit geval niet veranderd zodat dit zou overeenkomen met de beleefde genderidentiteit, maar om andere doelen te bereiken.

Tweede verklaring voor de ambtenaar van de burgerlijke stand

Ten vroegste drie maanden en ten laatste zes maanden na het afleggen van je eerste verklaring, ga je een tweede keer langs bij dezelfde ambtenaar van de burgerlijke stand waar je ook je eerste verklaring hebt afgegeven. Op het ontvangsbewijs dat je kreeg bij de aangifte staan de eerste en de laatste dag van de termijn vermeld waarin je je tweede verklaring kan afgeven.

Neem hiervoor, samen met je tweede verklaring, ook je identiteitskaart en het ontvangsbewijs mee dat je hebt gekregen wanneer je je eerste verklaring hebt afgelegd.

In je tweede verklaring staat:

- Je officiële achternaam, voorna(a)m(en), geboortedatum en geboorteplaats
- Dat je nog steeds overtuigd bent dat het geslacht vermeld in je akte van geboorte niet overeenstemt met je innerlijk beleefde genderidentiteit
- Dat je je bewust bent van de administratieve en juridische gevolgen die de aanpassing van de geslachtsregistratie in de geboorteakte met zich meebrengt
- Dat je je bewust bent van het, in beginsel, onherroepelijke karakter van de aanpassing van de geslachtsregistratie in de akte van geboorte
- Je handtekening
- De plaats en datum van ondertekening

Je kan een modelformulier van deze tweede verklaring vinden op de website van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen (<http://igvm-iefh.belgium.be/nl/activiteiten/transgender/wetgeving>) en de website van de FOD Justitie (www.justitie.belgium.be/transgenders). De ambtenaar van de burgerlijke stand kan jou dit formulier ook meegeven.

Als je de tweede verklaring hebt afgegeven en de procureur des Konings geen negatief advies heeft gegeven, zal de ambtenaar van de burgerlijke stand de akte van aanpassing van de geslachtsregistratie opmaken en deze verbinden met de andere akten van de burgerlijke stand die je geslacht vermelden. De M/V zal hierdoor ver- anderen in jouw geboorteakte.

2. HOE KAN IK MIJN VOORNAAM VERANDEREN?

Wie kan de voornaam laten veranderen en waar moet je dit doen?

Als je een meerderjarige Belg bent, of een erkende vluchteling of staatloze, kan je je voorna(a)m(en)⁸ veranderen door een verzoek en enkele documenten in te dienen bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar je bent ingeschreven in het bevolkings-, vreemdelingen-, of wachtregister, m.a.w. de plaats waar je gedomicilieerd bent.

Indien je langdurig in het buitenland verblijft kan je het verzoek indienen bij de ambtenaar burgerlijke stand van de gemeente van je laatste inschrijving in het Belgische bevolkingsregister.

Indien je nooit ingeschreven bent geweest in het bevolkingsregister van een Belgische gemeente, maar wel de Belgische nationaliteit hebt, kan je het verzoek indienen bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van de Stad Brussel, met volgend adres:

Administratief Centrum van de Stad Brussel
Anspachlaan 6
1000 Brussel
e-mail: transcription.dem@brucity.be

Niet-Belgen, die geen erkende vluchteling of staatloze zijn, kunnen hun voornaam niet in België veranderen⁹. Zij moeten hiervoor contact opnemen met de bevoegde diensten in hun land van herkomst. Een naamswijziging zal enkel mogelijk zijn volgens de wetgeving van dat land.

Als je minderjarig bent, kan je vanaf het moment dat je 12 jaar bent geworden ook al je voorna(a)m(en) veranderen. Om dit te doen zal je wel enkele bijkomende stappen moeten nemen, die enkel van toepassing zijn voor minderjarigen. Deze stappen worden besproken onder het hoofdstuk 'Welke stappen kan ik zetten als minderjarige?'

8 Als je meerdere voornamen hebt kan je ervoor kiezen om één, meerdere of alle voornamen te veranderen. Geef duidelijk aan welke voornamen je precies wilt veranderen.

9 In één uitzonderlijk geval kan ook een niet-Belg, die geen vluchteling of staatloze is, een nieuwe voornaam krijgen. Dit is het geval wanneer je een aanvraag hebt ingediend om de Belgische nationaliteit te verkrijgen en je nog geen officiële voornaam hebt.

10 In bepaalde gevallen kan dit ook een gelegaliseerde akte zijn. Voor meer informatie: https://diplomatie.belgium.be/nl/Diensten/legalisatie_van_documenten.

Hoe gaat de procedure in zijn werk?

Je verzoek bevat het volgende:

- Je officiële achternaam, voorna(a)m(en), geboortedatum en geboorteplaats
- Je verklaring waarin je aangeeft dat het geslacht dat vermeld is in je geboorteakte niet overeenstemt met je innerlijk beleefde genderidentiteit, en dat je om deze reden een verzoek indient om de voorna(a)m(en) aan te passen
- Je nieuw gekozen voorna(a)m(en)
- Je volledige coördinaten (adres, telefoonnummer en e-mailadres)
- Je handtekening
- De plaats en datum van ondertekening

Je kan een modelformulier van dit verzoek vinden op de website van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen

<http://igvm-iefh.belgium.be/nl/activiteiten/transgender/wetgeving>

en de website van de FOD Justitie www.justitie.belgium.be/transgenders.

De volgende documenten worden bij het verzoek gevoegd:

- Indien de gemeente waar het verzoek is ingediend er niet over beschikt, een afschrift van de geboorteakte¹⁰ of bij gebrek aan een geboorteakte, een plaatsvervangend document
- Voor de vluchtelingen en de staatlozen, een attest dat deze hoedanigheid bewijst

De gewenste nieuwe eerste voornaam moet in overeenstemming zijn met je innerlijk beleefde genderidentiteit. Je kan ook kiezen voor een eerste genderneutrale voornaam. Voor de andere voornamen kan je vrij kiezen, want deze staan los van je genderidentiteit.

Binnen de drie maanden na het indienen van je verzoek, maakt de ambtenaar van de burgerlijke stand de akte van voornaamsverandering op.

De voornaamsverandering is geldig vanaf de datum van opmaak van deze akte.

Je voornaamsverandering wordt ook verbonden met de andere akten van de burgerlijke stand die je geslacht vermelden.

Voor het veranderen van je voornaam en de aanpassing van je geslachtsregistratie, bestaan er dus twee aparte procedures, maar je gaat voor beiden naar de ambtenaar van de burgerlijke stand. Je kan ervoor kiezen om eerst je voornaam te veranderen en dan de M/V in je geboorteakte te laten aanpassen, of omgekeerd.

Let hierbij wel op dat de termijnen van deze twee procedures verschillen. De procedure om je voornaam te veranderen bij de ambtenaar van de burgerlijke stand duurt maximum 3 maanden. De M/V op je geboorteakte wijzigen duurt minstens 3 maanden en maximum 6 maanden. Het is dus best om de ambtenaar van de burgerlijke stand te informeren dat je zowel je geslachtsregistratie als je voornaam wil veranderen. De ambtenaar kan je dan toelichten wanneer je best terugkomt voor je voornaamsverandering, zodat deze kan samenvallen met de aanpassing van je geslachtsregistratie. Zo vermijd je dat je twee keer een nieuwe identiteitskaart, nieuw rijbewijs en andere documenten moet aanvragen.

Het tarief voor een voornaamsverandering verschilt per gemeente. Als je je voornaam wijzigt omdat deze niet overeenkomt met je genderidentiteit heb je één keer recht op een verlaagd tarief. De prijs die je betaalt mag niet hoger zijn dan 10% van het gewone tarief voor een voornaamsverandering.

Meer informatie over hoe je nadien opnieuw van voornaam kan veranderen vind je in het vijfde deel: 'Kan ik nog terugkeren naar mijn vorige geslachtsregistratie en voornaam?'

Er is ook een uitzondering op deze procedure voor minderjarigen die hun voornaam veranderden, maar hun geslachtsregistratie niet aanpasten. Meer informatie hierover vind je in deel 3, 'Als je 12 jaar bent geworden: voornaam veranderen'.

Voor meer informatie over de procedure van een voornaamsverandering, kan je je richten tot de ambtenaar van de burgerlijke stand.

3. WELKE STAPPEN KAN IK ZETTEN ALS MINDERJARIGE?

Vanaf de leeftijd van 12 jaar kan je als minderjarige al verschillende stappen zetten. Wat je precies kan doen, hangt af van hoe oud je bent.

Als je 12 jaar bent geworden: voornaam veranderen

Vanaf je 12 jaar kan je je voornaam veranderen. Je kan dan een voornaam of meerdere voornamen kiezen die passen bij jouw genderidentiteit. Je kan dit wel niet alleen. Je beide ouders, ook als ze gescheiden leven, of je vertegenwoordiger moeten ook akkoord gaan. Dit betekent dat je beide ouders of je vertegenwoordiger jouw verzoek om je voornaam te veranderen moeten ondertekenen.

Je ouders zijn de personen die het ouderlijk gezag over je uitoefenen. Enkel als een ouder het ouderlijk gezag alleen uitoefent, kan deze ouder alleen ondertekenen.

Je kan een modelformulier van dit verzoek vinden op de website van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen (<http://igvm-iefh.belgium.be/nl/activiteiten/transgender/wetgeving>) of de website van FOD Justitie (www.justitie.belgium.be/transgenders). Je kan dit document printen en ondertekend overmaken aan de ambtenaar van de burgerlijke stand, samen met de andere nodige documenten. In deel '2. Hoe kan ik mijn voornaam veranderen?' wordt uitgelegd hoe je dit precies doet.

Als één of beide ouders of je vertegenwoordiger niet willen dat je je voornaam wijzigt, kan je de familierechtbank vragen om een 'voogd ad hoc' aan te stellen. De voogd ad hoc vervangt in dit geval je beide ouders. Dit doe je door een verzoekschrift af te geven aan de familierechtbank getekend door jezelf of een advocaat. De rechter kan dan een advocaat aanduiden als 'voogd ad hoc', die jou bijstaat om je voornaam te veranderen. Je volgt hiervoor een procedure voor de familierechtbank. Als minderjarige kan je kosteloos een beroep doen op een advocaat.

Hoe je precies je verzoek indient en welke documenten je nodig hebt, vind je onder het deeltje hierboven: 'Hoe kan ik mijn voornaam veranderen?.'

Je kan de M of de V, die op je geboorteakte en je identiteitskaart staat, pas wijzigen wanneer je 16 jaar bent geworden. Tot dan kan je dus je voornaam veranderen, maar de M of de V op je documenten nog niet.

Voel je nadat je je voornaam wijzigde dat het geslacht dat geregistreerd werd bij je geboorte toch overeenstemt met je genderidentiteit, dan kan je als minderjarige een tweede keer van voornaam veranderen aan het beperkte tarief vastgelegd door de gemeente (max 10% van het tarief dat geldt voor een gewone voornaamsverandering). Opgelet: Je kan dit enkel doen als je nog geen 18 jaar bent geworden en als je de M of V in je geboorteakte niet hebt veranderd. De eerste voornaam moet wel opnieuw overeenkomen met het geslacht dat oorspronkelijk in de geboorteakte werd geregistreerd.

Je dient hiervoor opnieuw een verzoek in bij de bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand, en je volgt dezelfde stappen zoals hierboven werd uitgelegd. Je voegt bij je verzoek nu een verklaring toe waarin je aangeeft dat het geslacht dat vermeld is in je geboorteakte toch overeenstemt met je innerlijk beleefde genderidentiteit, en dat je om deze reden een verzoek indient om de voornaam aan te passen.

Als je 16 jaar bent geworden: M/V aanpassen

Vanaf je 16 jaar kan je de M/V die in je geboorteakte staat aanpassen. Dit betekent dat op alle officiële documenten, zoals je identiteitskaart, de M of de V zal staan waarvoor jij gekozen hebt.

Je volgt hiervoor de procedure, die hierboven uitgelegd is in 'Hoe gaat de procedure in zijn werk?'. De enige verschillen met de procedure voor meerderjarigen zijn de volgende:

- Je laat je bijstaan door je beide ouders of je vertegenwoordiger wanneer je je eerste verklaring aflegt bij de ambtenaar van de burgerlijke stand.
- Je geeft een verklaring af van de kinder- of jeugdpsychiater bij je aangifte bij de ambtenaar van de burgerlijke stand. In deze verklaring zal deze kinder- of jeugdpsychiater aangeven dat je deze beslissing alleen kan nemen, dat je dus 'onderscheidingsvermogen' hebt.

Wanneer je aangifte doet bij de ambtenaar van de burgerlijke stand, laat je je dus bijstaan door je beide ouders of vertegenwoordiger. Dit wil zeggen dat zij jouw verklaring, waarin je zegt dat je de M of de V op je officiële documenten wil veranderen, mee ondertekenen. Je beide ouders moeten ook meegaan met jou naar de ambtenaar van de burgerlijke stand als je je eerste verklaring afgeeft. Ook als je ouders gescheiden leven moeten ze samen ondertekenen en samen met jou meegaan om de eerste verklaring af te geven.

Je ouder(s) kunnen ook een bijzondere en authentieke volmacht opstellen, waardoor zij niet in persoon aanwezig moeten zijn wanneer je naar de ambtenaar van de burgerlijke stand gaat.

Je ouders zijn de personen die het ouderlijk gezag over je uitoefenen. Enkel als de uitoefening van het ouderlijk gezag aan één ouder is toegewezen kan deze ouder dit alleen doen.

Als één of beide ouders of je vertegenwoordiger weigeren om jou bij te staan, kan je de familierechtbank vragen om een 'voogd ad hoc' aan te stellen. De rechter kan dan een advocaat (de 'voogd ad hoc') aanduiden, die je in plaats van je ouders zal bijstaan om je geslachtsregistratie in je akte van geboorte te laten veranderen. De voogd ad hoc vervangt dan je beide ouders. Om een voogd ad hoc te krijgen, volgt je een procedure voor de familierechtbank.

Als je je eerste verklaring doet bij de ambtenaar van de burgerlijke stand, heb je ook een verklaring van een kinder- of jeugdpsychiater nodig. Deze psychiater zal bekijken of je het vereiste 'onderscheidingsvermogen' hebt. Dit betekent dat je in staat bent om deze beslissing alleen te nemen. Als de kinder- of jeugdpsychiater meent dat je dat inderdaad kan, zal hij jou een verklaring meegeven. Een model van deze verklaring vind je terug op:

<http://igvm-iefh.belgium.be/nl/activiteiten/transgender/wetgeving>.

Voor de verandering van je voornaam volg je de procedure die werd beschreven onder de titel 'Als je 12 jaar bent geworden'. Ook bij deze procedure laat je je bijstaan door je beide ouders of je vertegenwoordiger, of je voogd ad hoc, die werd aangeuid door de rechtbank indien je ouders je niet wilden bijstaan bij deze procedure.

Als je 18 jaar bent geworden, of ontvoogd bent

De gewone procedure voor meerderjarigen die hierboven wordt beschreven is van toepassing. Als je ontvoogd bent volg je dus, ongeacht je leeftijd, de procedure die van toepassing is voor meerderjarigen.

4. WAT ALS DE AMBTENAAR VAN DE BURGERLIJKE STAND WEIGERT OM DE M/V IN JE GEBORTEAKTE TE WIJZIGEN?

De ambtenaar van de burgerlijke stand kan in bepaalde, erg specifieke gevallen, weigeren om de M/V in je officiële documenten te veranderen. Deze beslissing moet hij duidelijk motiveren. Het negatief advies van de procureur des Konings geldt ook als motivatie van de beslissing. Hij kan in ieder geval niet weigeren omwille van persoonlijke redenen of een persoonlijke overtuiging.

Als er geen negatief advies is van de procureur des Konings, kan de ambtenaar van de burgerlijke stand enkel in uitzonderlijke gevallen weigeren. Dit kan bijvoorbeeld als je op dat moment je wil niet zou kunnen uitdrukken (bv. bij dronkenschap). De ambtenaar van de burgerlijke stand zal ook weigeren als er bepaalde administratieve stappen niet correct werden doorlopen, bijvoorbeeld wanneer de verklaring niet werd afgegeven, niet alle gegevens in de verklaring werden opgenomen of wanneer de termijnen overschreden werden, enzovoort.

De ambtenaar van de burgerlijke stand zal jou onmiddellijk op de hoogte brengen van de weigering. Hij zal de gemotiveerde beslissing en, eventueel, het negatief advies van de procureur des Konings aangetekend versturen of aan jou persoonlijk geven. In beide gevallen krijg je een ontvangsbewijs dat aantoont dat je de weigeringsbeslissing hebt ontvangen.

Je kan de weigeringsbeslissing van de ambtenaar van de burgerlijke stand betwisten. Dit doe je door een verzoekschrift in te dienen bij de familierechtbank van de plaats waar je aangifte deed. Het verzoekschrift kan opgesteld worden door jezelf of door een advocaat.

Een **verzoekschrift** is een schriftelijk document, waarmee je een procedure start voor de rechtbank. Het bevat de volgende gegevens:

- De datum
- Je officiële achternaam, voorna(a)m(en), beroep en adres
- Als je nog geen 18 bent: de achternaam, de voorna(a)m(en) en het adres/de adressen van je ouders of voogd
- Het onderwerp en in het kort de reden waarom je naar de rechtbank stapt
- Tot welke rechtbank je je richt
Wat de aanpassing van de geslachtsregistratie betreft richt je je tot de familierechtbank. Je duidt hierbij ook aan welke familierechtbank territoriaal bevoegd is voor jouw procedure.
Welke rechtbank bevoegd is voor de plaats waar je aangifte deed, kan je hier terug vinden: http://www.juridat.be/cgi_cantons/liste-competence.pl?lg_fr_nl=nl

Je legt dit verzoekschrift in twee exemplaren neer op de griffie van de familierechtbank die bevoegd is voor de plaats waar jij aangifte hebt gedaan¹¹.

Je hebt 60 dagen tijd om beroep in te stellen. De eerste dag van deze termijn begint te lopen vanaf de dag dat de ambtenaar van de burgerlijke stand jou op de hoogte heeft gebracht van de weigering. Deze datum vind je op het ontvangstbewijs. Als de laatste dag waarop je beroep kan instellen een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, dan wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag. Als je beroep wil instellen tegen de weigering, houd je dus best deze termijnen in het oog.

	Datum weigering ambtenaar van de burgerlijke stand	Eerste dag waarop je beroep kan instellen tegen de weigeringsbeslissing	Laatste dag waarop je beroep kan instellen tegen de weigeringsbeslissing
Vb. 1 (Normale situatie)	10 juli	11 juli	8 september
Vb. 2 (Feestdag)	26 oktober	22 oktober	25 december, maar omdat deze dag een feestdag is, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag

¹¹ De inleiding en de behandeling van de vordering op eenzijdig verzoekschrift wordt uitvoerig besproken in artikelen 1025 tot en met 1034 van het Gerechtelijk Wetboek.

Indien de rechtbank beslist dat de M/V op jouw geboorteakte kan worden aangepast, zal de ambtenaar van de burgerlijke stand dit onmiddellijk wijzigen in de registers van de burgerlijke stand.

5. KAN IK NOG TERUGKEREN NAAR MIJN VORIGE GESLACHTSREGISTRATIE EN/OF VOORNAAM?

Kan ik nog terugkeren naar mijn vorige geslachtsregistratie?

Normaal gezien is de aanpassing van de registratie van het geslacht in de geboorteakte definitief. Je kan enkel terugkeren naar het geslacht dat oorspronkelijk in de geboorteakte werd geregistreerd, als je een procedure voor de familierechtbank doorloopt.

Je kan deze terugkeerprocedure beginnen door het indienen van een eenzijdig verzoekschrift bij de familierechtbank.

Voor de familierechtbank lever je het bewijs van 'uitzonderlijke omstandigheden'. Het kan bijvoorbeeld zijn dat je genderidentiteit niet meer aansluit bij je veranderde registratie.

Als je uitzonderlijke omstandigheden kan bewijzen, kan de familierechtbank de nieuwe aanpassing van de registratie van het geslacht in de geboorteakte toestaan. De ambtenaar van de burgerlijke stand maakt dan onmiddellijk een akte van nieuwe aanpassing van de registratie van het geslacht op en verbindt deze met jouw akten van de burgerlijke stand die je geslacht vermelden. Jouw eerdere aanpassing van de geslachtsregistratie heeft dan geen gevolgen meer vanaf de opmaak van deze akte. Vanaf dat moment is de geslachtsaanduiding die geregistreerd werd op het moment van jouw geboorte opnieuw van tel. Er wordt ook een volledig nieuw rijksregisternummer aangemaakt.

Het volgen van de terugkeerprocedure voor de familierechtbank kan wel proceskosten met zich meebrengen.

Kan ik opnieuw mijn voornaam veranderen?

Normaal gezien kan je maar één keer van voornaam veranderen om deze te laten overeenkomen met je genderidentiteit. De familierechtbank kan wel toestaan om opnieuw te veranderen van voornaam, nadat je een terugkeerprocedure naar je oorspronkelijke geslachtsregistratie hebt gevolgd. In dit geval kan je je voornaam nog eens veranderen aan het tarief bepaald door de gemeente, dat max. 10% mag bedragen van het gewone tarief voor een voornaamsverandering.

Als de familierechtbank jou heeft toegestaan om opnieuw van voornaam te veranderen, kan je je voornaam terug veranderen door een verzoek in te dienen bij de ambtenaar burgerlijke stand. Bij je verzoek voeg je de beslissing van de rechter toe, waarin die jou toestaat om je voornaam opnieuw te veranderen.

Als je nog geen 18 jaar bent geworden en je de M of V in je geboorteakte niet hebt veranderd, kan je een tweede keer van voornaam veranderen. Je betaalt in dit geval het tarief bepaald door de gemeenten, dat max. 10% mag bedragen van het gewone tarief voor een voornaamsverandering. De eerste voornaam moet wel opnieuw overeenkomen met het geslacht dat bij je geboorte werd geregistreerd. Je dient hiervoor opnieuw een verzoek in bij de ambtenaar van de burgerlijke stand, en volgt dezelfde stappen zoals hierboven werd uitgelegd (zie deel 2: 'Hoe kan ik mijn voornaam veranderen?'). Je voegt bij je verzoek aan de ambtenaar van de burgerlijke stand een verklaring toe waarin je aangeeft dat de oorspronkelijke geslachtsregistratie die vermeld werd in je geboorteakte toch overeenstemt met jouw innerlijk beleefde genderidentiteit, en dat je om deze reden een verzoek indient om je voornaam aan te passen.

Buiten de familierechtbank om is ook nog de gewone procedure tot voornaamswijziging mogelijk. Als je de gewone procedure volgt, ben je niet zeker of je voornaam zal veranderd worden. De gewone procedure is namelijk een 'gunst', die je al dan niet kan krijgen. In dit geval betaal je het gewone tarief vastgelegd door de gemeente en niet max. 10% hiervan.

6. OVERGANGSMAATREGELEN

Ik heb reeds aangifte gedaan op basis van de oude wet, maar mijn akte van geboorte werd nog niet gewijzigd. Wat nu?

Als je al een 'aangifte tot geslachtswijziging' hebt gedaan op basis van de oude wet (wet van 10 mei 2007¹²), maar er nog geen definitieve akte werd opgesteld kan je er ook voor kiezen om een nieuwe aanvraag te doen op basis van de nieuwe wet. Dit kan voor jou makkelijker of sneller zijn, afhankelijk van welke stappen je reeds hebt ondernomen.

Als de ambtenaar van de burgerlijke stand weigerde om een akte op te stellen in het kader van de oude wet, kan je ook opnieuw aangifte doen onder de nieuwe wet. Dit kan je ook doen als er een gerechtelijke procedure gestart zou zijn tegen de weigering. Ook als iemand anders beroep heeft ingesteld tegen de wijziging, kan je een nieuwe aangifte doen op basis van de nieuwe wet.

12 Wet van 10 mei 2007 betreffende de transseksualiteit, B.S. 11 juli 2007.



Bij een aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie komen er een aantal administratieve zaken kijken.

Reeds **bestaande** (notariële) akten, contracten, verzekeringen, enz., blijven na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie gewoon bestaan. Ook juridisch blijf je immers dezelfde persoon als daarvoor. Je behoudt met andere woorden al je rechten, bevoegdheden en verplichtingen. Op bepaalde documenten kan je je voornaam wel laten aanpassen (zie hieronder), maar ook na deze aanpassing blijven de voorwaarden verbonden aan de akten dezelfde (bv. afgesproken prijs).

Alle akten die opgemaakt worden **na** de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie, moeten worden opgesteld op basis van je nieuwe voornaam en geslachtsregistratie.

1. ZIJN MIJN GEGEVENS OVERAL AANGEPAST?

Een aantal instellingen zullen in principe automatisch op de hoogte worden gebracht van de wijziging van je persoonsgegevens:

- Sociale zekerheidsinstellingen (RVA, HVW, RIZIV, RSZ, enz.)
- Kinderbijslagfonds
- Ziekenfonds
- OCMW
- Arbeidsongevallenverzekeraars
- Kassen voor jaarlijkse vakantie
- Fondsen voor bestaanszekerheid
- Gewestelijke huisvestingsmaatschappijen
- Kind en Gezin
- VDAB, Actiris, Forem

Kijk na of je gegevens effectief werden aangepast.

Andere organisaties zal je zelf moeten inlichten over je voornaamsverandering (en indien relevant, de aanpassing van je geslachtsregistratie).

Hierbij enkele voorbeelden:

- Je werkgever
- Je school of onderwijsinstelling
- Je vakbond
- Nutsbedrijven (elektriciteits-, gas- en waterleverancier)
- Kabelmaatschappij, telefoonmaatschappij en/of internetprovider
- Bank en verzekeringsmaatschappij(en)
- Behandelende (huis)arts
- Distributiemaatschappij(en) van dagbladen en tijdschriften
- Bibliotheek
- Verenigingen waarvan je lid bent
- Firma's waar je een klantenkaart bij hebt
- Formulier voor instemming of weigering tot orgaandonatie
- Verklaring tot schenking van je lichaam aan de wetenschap
- Enz.

Om te bewijzen dat je dezelfde persoon bent als voor de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie, kan je een afschrift van je geboorteakte voorleggen. Hierop staat dat je je voornaam en/of geslachtsregistratie wijzigde. Je kan dit document aanvragen bij de ambtenaar van de burgerlijke stand. Je kan ook een afschrift van je 'akte van aanpassing van de registratie van het geslacht' opvragen waarop je naam, voornamen, geboortedatum, geboorteplaats en nieuwe geslachtsregistratie worden vermeld. Indien nodig kan je bij de burgerlijke stand ook een speciaal uittreksel uit het bevolkingsregister aanvragen waarop zowel je oude als je nieuwe Rijksregisternummer staan.

Hieronder krijg je een overzicht van de voornaamste juridische en administratieve gevolgen van de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie:

2. IDENTITEITSDOCUMENTEN

Identiteitskaart

Na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie krijg je een nieuw rijksregisternummer en een nieuwe identiteitskaart. Normaal gezien gebeurt deze aanvraag automatisch bij de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie. De prijs van een identiteitskaart schommelt tussen de 15 euro en 25 euro¹³, afhankelijk van je gemeente. De afgiftetermijn bedraagt minstens twee weken. Een spoedprocedure is mogelijk tegen een meerprijs.

Je oude identiteitskaart blijft geldig tot je je nieuwe kaart ontvangt.

¹³ De prijzen vermeld in deze brochure gelden op 1 januari 2018, maar kunnen veranderen. Raadpleeg de betrokken diensten voor een correcte prijs.

Opgelet: indien je zowel je voornaam als je geslachtsregistratie aanpast, maar de wijziging gebeurt niet op hetzelfde moment (bv. door een verschil in duurtijd van de procedure), dan zal je twee keer van identiteitskaart moeten veranderen en dus ook twee keer moeten betalen. Zie punt 2. "Hoe kan ik mijn voornaam Veranderen?" over hoe je dit kan vermijden.

Afschrift of uittreksel van je geboorteakte?

In bepaalde gevallen kan je gevraagd worden om een uittreksel of een afschrift van je geboorteakte af te geven (bv. bij aanwerving door je werkgever, bank, enz.).

Afschrift

Een afschrift van je geboorteakte is een volledige weergave van je originele geboorteakte, met de vermelding van de wijzigingen. Wees je ervan bewust dat een afschrift de aanpassing van je geslachtsregistratie en/of je voornaam weergeeft.

Een afschrift kan enkel gevraagd worden door de betrokkene zelf, de wettelijke vertegenwoordiger, de erfgenamen, hun notaris en hun advocaat.

Uittreksel

Een uittreksel is een samenvatting van de akte waarin enkel de essentiële en meest actuele elementen zijn overgenomen. Op een uittreksel zullen enkel je nieuwe voornaam en nieuwe geslachtsregistratie staan. Je kan niet zien dat je je gegevens ooit wijzigde.

Vraag steeds na welk van deze twee documenten echt noodzakelijk is voor de specifieke situatie. Soms volstaat een uittreksel.

Toegang Databank Akten Burgerlijke stand

Bepaalde personen, overheden en instellingen kunnen de aanpassing van de geslachtsregistratie zelf raadplegen in de Databank Akten Burgerlijke Stand (DABS), voor zover dit noodzakelijk is voor de uitoefening van hun functie. Het gaat o.a. om de ambtenaren van de burgerlijke stand en de consulaire ambtenaren, en, op voorwaarde dat ze kunnen aantonen dat dit noodzakelijk is om redenen die verband houden met de staat van de persoon, ook om de rechters en hun griffies, de parketten, de Dienst Naamsverandering, de Federale Centrale Autoriteit Adoptie en eventuele andere openbare overheden of instellingen.

Deze mogen geen afschrift of uittreksel van een akte van de burgerlijke stand meer opvragen, maar moeten dit zelf opzoeken in de DABS.

Reispaspoort

Ga je op reis naar een land waar een Belgische identiteitskaart niet voldoende is? Vergeet niet om een nieuw reispaspoort aan te vragen na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie. Je volgt hiervoor de normale aanvraagprocedure bij je gemeente. Een nieuw reispaspoort kost rond de 80 euro, afhankelijk van de gemeente. Hou er rekening mee dat de standaard afgiftetermijn van reispaspoorten rond de tien werkdagen ligt en afhangt van gemeente tot gemeente. Een spoedprocedure is mogelijk tegen een meerprijs.

Belgen die in het buitenland wonen, moeten zich voor een nieuw reispaspoort richten tot de consulaire post waar ze zijn ingeschreven. (https://diplomatie.belgium.be/nl/Diensten_in_het_buitenland/Belgisch_paspoort)

Opgelet: indien je zowel je voornaam als je geslachtsregistratie aanpast, maar de wijziging gebeurt niet op hetzelfde moment (bv. door een verschil in duurtijd van de procedure), dan zal je twee keer van reispaspoort moeten veranderen en dus ook twee keer moeten betalen. Zie punt 2. 'Hoe kan ik mijn voornaam veranderen?' over hoe je dit kan vermijden.

3. FAMILIEBANDEN EN ERFENISSEN

Huwelijksakte

Je huwelijksakte blijft geldig na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie. Je nieuwe voornaam zal automatisch op de huwelijksakte worden vermeld. De geslachtsregistratie staat in principe niet vermeld op de huwelijksakte, waardoor er geen wijziging van deze akte nodig is.

Net als bij andere akten van de burgerlijke stand (bv. geboorteakte) kan je van je huwelijksakte zowel een afschrift als een uittreksel vragen. Op een uittreksel is de eventuele aanpassing van je voornaam (en/of je geslachtsregistratie) niet zichtbaar. Een afschrift, waarop de aanpassing van de geslachtsregistratie toch vermeld zou zijn, kan enkel gevraagd worden door de betrokkene zelf, de wettelijke vertegenwoordiger, de erfgenamen, hun notaris en hun advocaat.

Vraag steeds na welk van deze twee documenten echt noodzakelijk is voor de specifieke situatie. Soms volstaat een uittreksel.

Bepaalde personen, overheden en instellingen kunnen de aanpassing van de geslachtsregistratie zelf raadplegen in de Databank Akten Burgerlijke Stand (DABS), zie hierboven "Afschrift of uittreksel van je geboorteakte?".

Verklaring van wettelijk samenwonen

Je verklaring van wettelijk samenwonen blijft geldig na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie. Dit document wordt niet aangepast na de wijziging van je voornaam en/of geslachtsregistratie.

Het bewijs van de wettelijke samenwoning krijg je door een uittreksel van het bevolkingsregister. Op dit uittreksel zullen je voornaam en/of geslachtsregistratie wel aangepast zijn.

Huwelijksboekje van je ouders

Je voornaam staat vermeld in het huwelijksboekje van je ouders. Indien je ouders dit wensen, kunnen zij bij de burgerlijke stand (dienst huwelijken) de aanpassing van je voornaam in het huwelijksboekje vragen.

Afstamming

Met 'afstamming' wordt hier de juridische band tussen een kind en zijn/haar ouders bedoeld. Deze juridische band is belangrijk omdat het bepaalt welke rechten en plichten je hebt ten opzichte van een kind.

Kinderen geboren voor de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie

De aanpassing van je geslachtsregistratie verandert niets aan je juridische band met je eigen kinderen die geboren werden voor deze aanpassing. Je behoudt al je rechten, bevoegdheden en verplichtingen ten aanzien van hen. Was je de juridische moeder van de kinderen, dan blijf je ook na de aanpassing hun juridische moeder. Ook al is je geslachtsregistratie nu mannelijk. Was je de juridische vader van de kinderen, dan blijf je de juridische vader. Ook al is je geslachtsregistratie nu vrouwelijk. Je moet hiervoor niets doen.

Ook je voornaamsverandering verandert niets aan de juridische band met je kinderen geboren vóór de voornaamsverandering.

Je nieuwe voornaam wordt automatisch vermeld in de geboorteakten van je kinderen. Je aangepaste geslachtsregistratie wordt niet vermeld in de geboorteakten van je kinderen.

Kinderen geboren na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie

De juridische band met je kinderen geboren na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie wordt soms bepaald door je nieuwe en soms door je oude geslachtsregistratie. Hieronder volgt een overzicht van de meest voorkomende situaties:

Je geslachtsregistratie is aangepast van vrouwelijk naar mannelijk:

- Je bevalt van een kind: je bent de juridische moeder van dit kind
- Je partner bevalt van een kind: als je getrouwd bent, word je de juridische vader van het kind.

Je geslachtsregistratie is aangepast van mannelijk naar vrouwelijk:

- Je verwekt zelf een kind (met je eigen sperma of via medisch begeleide voortplanting): je wordt als juridische meemoeder van het kind opgenomen in de geboorteakte.

- Je bevalt van een kind (indien baarmoedertransplantatie in de toekomst mogelijk zou worden): je bent de juridische moeder van dit kind.
- Je partner bevalt van een kind: je wordt beschouwd als de juridische meemoeder van dit kind

Schema: de juridische relatie tot je kinderen, geboren na de aanpassing van je geslachtsregistratie

	Je bevalt van een kind (ev. na baarmoedertransplantatie)	Je verwekt zelf een kind (met eigen sperma of via medisch begeleide voortplanting)	Je partner bevalt van een kind
Aanpassing geslachtsregistratie van vrouwelijk naar mannelijk	Moeder	Vader	Vader
Aanpassing geslachtsregistratie van mannelijk naar vrouwelijk	Moeder ¹⁴	Meemoeder	Meemoeder

Erfenissen

Na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie blijf je jouw bestaande rechten als erfgenaam bewaren. Dit is ook het geval als je in het testament van iemand anders met je oude gegevens staat vermeld.

4. SOCIALE ZEKERHEID

Ziekenfonds

Je nieuwe voornaam en/of geslachtsregistratie zullen automatisch worden aangepast in de databank van je ziekenfonds. Vraag nieuwe kleefbriefjes aan zodra de aanpassing is geregistreerd.

RIZIV

Tot nu toe werden sommige medische ingrepen enkel terugbetaald aan personen van een bepaald geslacht (bijvoorbeeld: het verwijderen van de baarmoeder). Dit was problematisch voor personen waarvan de lichamelijke kenmerken niet overeen kwamen met de geslachtsregistratie op de identiteitskaart.

Het RIZIV is op dit moment de ganse nomenclatuur aan het nakijken om ze gender-neutraal te maken en dergelijke problemen in de toekomst te voorkomen.

¹⁴ Indien baarmoedertransplantatie in de toekomst mogelijk zou worden.

Sociale uitkeringen (werkloosheidsuitkering, uitkeringen sociale zekerheid, kinderbijslag, pensioen, enz.)

Na de aanpassing van je voornaam en geslachtsregistratie blijf je al je verworven rechten behouden. Let wel: bij ouders die na de aanpassing van de geslachtsregistratie tot hetzelfde juridische geslacht gaan behoren, komt de kinderbijslag bij de oudste partner toe. Dit is niet meer per definitie bij de 'juridische moeder'.

5. MOBILITEIT**Rijbewijs**

Na de aanpassing van je voornaam moet je zelf een nieuw rijbewijs aanvragen bij je gemeente. Je kan het nieuwe rijbewijs gemiddeld na 3 tot 5 werkdagen afhalen. De kostprijs van een (Europees) rijbewijs is 25 euro. Voor een internationaal rijbewijs is de prijs afhankelijk van de gemeente waarin je woont.

Inschrijvingsbewijs voertuig

Was je voor de aanpassing van je voornaam of geslachtsregistratie in het bezit van een motorvoertuig (wagen, motorfiets, enz.)? Dan mag je je nummerplaat behouden, maar moet je wel een nieuw inschrijvingsbewijs (of kentekenbewijs) aanvragen. Je dient een aanvraag in bij de Dienst voor Inschrijvingen van Voertuigen (DIV), op basis van je nieuwe persoonsgegevens.

Opgelet: je moet deze nieuwe inschrijving aanvragen binnen de 15 dagen na de inschrijving van de aanpassing van je geslachtsregistratie in het bevolkingsregister. Doe je dit niet, dan kan je inschrijving geschrapt worden. Een nieuw inschrijvingsbewijs kost 26 euro.

Abonnement openbaar vervoer

Bij controle moeten de gegevens op je abonnement voor het openbaar vervoer (De Lijn, MIVB, TEC, NMBS) overeenkomen met die op je identiteitskaart. Laat je gegevens dus aanpassen op je abonnement. De prijs voor de aanpassing van je abonnement en/of moederkaart is afhankelijk van de vervoersmaatschappij. Contacteer je vervoersmaatschappij voor meer informatie.

6. WONING**Eigendom of huurwoning**

Indien je een eigen woning hebt, blijf je ook na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie eigenaar van je eigendom.

Huur je een woning, dan blijf je na de wijziging van je voornaam en/of geslachtsregistratie de rechtmatige huurder. Je hoeft je contract niet aan te passen.

Nutsbedrijven (elektriciteit, water, gas, internet, telefoon, enz.)

Indien je een bestaand contract hebt, blijft dat contract ook na je aanpassing van voornaam en/of geslachtsregistratie onveranderd. Je bent niet verplicht je persoonsgegevens te wijzigen, maar je kan het doen om briefwisseling te krijgen die is aangepast aan je nieuwe voornaam en/of geslachtsregistratie. Je persoonsgegevens moeten worden aangepast zonder wijziging van de voorwaarden of de afsluiting van een nieuw contract.

7. STUDIEBEWIJZEN

Bv. diploma's, certificaten, creditbewijzen, getuigschriften, enz.

Vlaamse studiebewijzen

Indien je een procedure voor de wijziging van je voornaam hebt gevolgd, kan je daarna studiebewijzen aanvragen met je nieuwe voornaam. Dit geldt voor het basis-, het secundair, het hoger en het volwassenenonderwijs. Je vraagt dit aangepaste studiebewijs aan bij je toenmalige onderwijsinstelling of bij het Vlaams Ministerie van Onderwijs en Vorming. Het verkrijgen van een aangepast studiebewijs is kosteloos en gebeurt op basis van je oude studiebewijs en een attest van voornaamsverandering. Voor meer informatie contacteer je het Vlaams Ministerie van Onderwijs en Vorming (<http://onderwijs.vlaanderen.be>).

Studiebewijzen van de Franse Gemeenschap

Indien je een procedure voor de verandering van je voornaam hebt gevolgd, kan je een attest dat dienst doet als diploma aanvragen met vermelding van je nieuwe voornaam. Dit is mogelijk voor elk onderwijstype (lager, secundair en hoger onderwijs en sociale promotie). Je vraagt dit aangepaste studiebewijs aan bij je toenmalige onderwijsinstelling of bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Het verkrijgen van een aangepast studiebewijs gebeurt op basis van een attest van voornaamsverandering. Voor meer informatie contacteer je het Ministerie voor Onderwijs van de Franse Gemeenschap (<http://www.enseignement.be>).

Studiebewijzen van de Duitstalige Gemeenschap

Indien je een procedure voor de verandering van je voornaam hebt gevolgd, kan je een attest dat dienst doet als diploma aanvragen met vermelding van je nieuwe voornaam. Dit is mogelijk voor elk onderwijstype (lager, secundair en hoger onderwijs en sociale promotie). Je vraagt dit aangepaste studiebewijs aan bij je toenmalige onderwijsinstelling of bij het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap. Het verkrijgen van een aangepast studiebewijs is gratis en gebeurt op basis van je oude studiebewijs en een attest van voornaamsverandering. Voor meer informatie contacteer je het Ministerie voor Onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap (<http://www.ostbelgienbildung.be>).

8. TEWERKSTELLING

Arbeidscontract

Na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie blijft je arbeidscontract onder dezelfde voorwaarden gelden. Meld de aanpassing van je persoonsgegevens aan je werkgever en je personeelsdienst. Als je bent aangesloten bij een vakbond, meld je dit ook daar.

Zelfstandigen

Kijk na welke documenten op je oude naam en rijksregisternummer staan. Wijzig je persoonsgegevens op al je vergunningen en registraties, bij de Kruispuntbank Ondernemingen en bij je sociaal verzekeringsfonds. Vergeet ook de bankrekening verbonden aan je beroepsactiviteit niet. Indien je geregistreerd bent bij of een erkenning hebt via je orde of beroepsinstituut moet je ook daar je gegevens laten aanpassen.

Functie geregistreerd in het Staatsblad (lid van raad van bestuur, vennoot, partner, statutair ambtenaar, enz.)

Heb je een functie waarbij je naam in het Staatsblad werd gepubliceerd (bv. partner of vennoot binnen een bedrijf, lid van een raad van bestuur, statutair ambtenaar, enz.)? Je functie blijft ook na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie rechtsgeldig. Je persoonsgegevens moeten wel worden aangepast in de statuten.

9. BANK EN VERZEKERINGEN

Banken

Bankrekeningen, leningen, beleggingen en andere financiële producten aangeboden door je bank blijven ook na je aanpassing van voornaam en/of geslachtsregistratie onder dezelfde voorwaarden bestaan.

Laat wel je nieuwe identiteitskaart bij de bank inlezen zodat je persoonsgegevens worden aangepast.

Verzekeringen

Indien je een bestaand contract hebt met bepaalde voorwaarden, dan blijven die voorwaarden ook na je aanpassing van voornaam en/of geslachtsregistratie onveranderd. Je persoonsgegevens moeten worden aangepast zonder een nieuw contract of andere voorwaarden af te moeten sluiten.

10. BESTAANDE VEROORDELINGEN

Alle bestaande veroordelingen, strafvorderingen en boetes blijven ook na een aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie verbonden aan je persoon.



VRAGEN?

Vragen over andere aspecten?

De aanpassing van je geslachtsregistratie kan, naast juridische en administratieve wijzigingen, ook implicaties hebben voor andere aspecten van je leven. Verschillende gespecialiseerde organisaties bieden informatie en ondersteuning aan. Raadpleeg de website van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen voor hun contactgegevens:

<http://igvm-iefh.belgium.be/nl/activiteiten/transgender/wetgeving>.

Informatievragen of klachten?

Heb je de indruk ongelijk behandeld te zijn geweest omwille van je genderidentiteit, genderexpressie of geslachtsaanpassing?

Denk je het slachtoffer te zijn van genderdiscriminatie?

Contacteer het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen via:

- het meldingsformulier op <http://igvm-iefh.belgium.be>
- gelijkheid.manvrouw@igvm.belgie.be
- het gratis nummer 0800 12 800 (kies optie 1 in het menu)
- een brief naar: Ernest Blerotstraat 1, 1070 Brussel

Dossiers worden **gratis**, in alle **vertrouwen** en steeds **met het akkoord van de melder** behandeld.

Verantwoordelijke uitgever: Jean-Paul Janssens - Waterloolaan, 115 - 1000 Brussel

D/2017/7951/NL/1162

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 17 februari 2019 tot vaststelling van de informatiebrochure bedoeld in artikel 135/1, § 3, vijfde lid, van het Burgerlijk Wetboek.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Gelijke Kansen,
K. PEETERS